

RÉFLEXION SUR UN BILAN DU PLAN MARSHALL, À PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT (1992)

Paru en 1994 sous la forme de 2 articles, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, (critique du livre de Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992).

« Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain », n° 54, 1994, p. 115-140.

« Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences », n° 55, 1994, p. 115-153.

Envoi du 6 avril 2006 aux étudiants de Paris 7, L3, histoire des relations internationales, et divers envois postérieurs (dont 10 novembre 2007)

Annie LACROIX-RIZ, (alors) professeur à l'Université de Toulouse-le-Mirail (Paris 7 depuis 1997)

Le dernier ouvrage de Gérard Bossuat (*L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992) incite à une réflexion ou à un état des lieux de la recherche sur les crédits américains à l'Europe dans le second après-guerre. Il s'agit en l'occurrence d'une étude sur la préhistoire immédiate du Plan Marshall et sur le Plan lui-même (la table des matières divise l'ouvrage en trois parties, mais elles se regroupent en réalité en deux, car les deuxième et troisième sont étroitement imbriquées).

On est frappé d'emblée par le caractère essentiellement politique et idéologique de la problématique, qui s'impose au détriment d'une analyse approfondie des fondements *économiques* de ce qui ne fut après tout qu'une étape de la stratégie américaine de la "Porte Ouverte" - en Europe et ailleurs -, mise en oeuvre depuis la fin du XIX^e siècle et la naissance de l'impérialisme aux États-Unis : tradition historiographique de l'ère de guerre froide qui, en compagnie de l'examen prioritaire ou exclusif des "besoins" européens d'"aide" américaine, survit obstinément en France, alors qu'elle est sérieusement bousculée par les recherches britanniques et anglo-saxonnes (pas seulement "révisionnistes"). Mais cette synthèse est souvent réalisée, en ce qui concerne le cas français, à partir des archives, méthode qui tend à ébranler les fondements sur lesquels elle repose explicitement.

L'ouvrage offre l'occasion d'un débat indispensable en France - où il a tardé beaucoup plus qu'ailleurs - sur les tenants et aboutissants du Plan Marshall ou, plus largement, et sur le concept même d'"aide américaine" offerte à une Europe en détresse. Il suffit de lire les manuels de l'enseignement secondaire "nouveau cru" des années 1980 pour constater que le débat n'a guère pris place dans l'édition de vaste diffusion : directement liée au "changement de climat intellectuel survenu en France dans les années 70", "la volte-face intellectuelle" contre "l'empire du mal" soviétique a bénéficié exclusivement aux États-Unis ; et le phénomène a connu une stabilité remarquable depuis que, en 1985, l'historienne américaine Diana Pinto a manifesté une certaine surprise devant le succès français presque sans mélange de la thèse de la "pax americana" bienfaisante pour l'ensemble du Vieux Continent. S'il est vrai que la conjoncture générale pèse lourdement sur les discussions historiques, on peut supposer que celle des années 1990 contribuera à s'interroger sur les "vertus d'une société ouverte à l'Amérique", et notamment sur la présentation générale du Plan Marshall "comme le fruit d'un noble idéal conçu pour relever l'Europe tout entière (...) de la misère de la guerre", généreux dessein entravé par les vilains Soviets écrasant leur "bloc" sous leur talon de fer⁽¹⁾.

Quoiqu'il en soit des chances de ce débat trop longtemps différé, et dont l'absence constitue selon nous un réel obstacle à la production scientifique (et pas seulement à sa diffusion), l'avancement de la recherche *stricto sensu* dans tous les pays emprunteurs est désormais rendu possible par une large ouverture de la correspondance diplomatique. Cette progression générale dans la connaissance des sources risque de démoder, au moins en partie, la vieille et catégorique opposition entre deux problématiques : d'une part, celle des marxistes, convaincus que cet épisode marquant de l'histoire de l'impérialisme américain ne hâta pas mais freina le relèvement européen

d'après-guerre, et accusés d'être hostiles au Plan par simple passion idéologique ou alignement sur le Kremlin (l'auteur de l'ouvrage cède volontiers à ce rite) ; d'autre part, celle des non-marxistes persuadés en général que, quel qu'en fût le coût politique, l'affaire économique conclue fut bonne voire excellente. La problématique de l'auteur de l'ouvrage analysé ici est d'ailleurs presque inverse : les très dures conditions économiques du Plan sont énoncées par touches impressionnistes, mais elles sont bel et bien admises ou du moins certaines d'entre elles sont-elles décrites (notamment les exigences américaines dans les colonies des emprunteurs ou en matière de commerce Est-Ouest) ; l'impression pénible tirée de ce descriptif est cependant équilibrée par l'idée récurrente d'une légitime contribution américaine au sauvetage de l'Europe occidentale contre le péril bolchevique, véritable fil rouge du livre.

AVANT LE PLAN MARSHALL : PRÊT-BAIL ET CONSENSUS AMÉRICAIN

Gérard Bossuat demeure fidèle aux explications "classiques" concernant le Prêt-Bail, présenté comme l'oeuvre généreuse d'un Roosevelt soucieux d'"aider l'Angleterre", mais en butte à l'opposition d'un Congrès méfiant (chap. 1).

LE SIGNIFICATIF CAS ANGLAIS

Cette thèse dominante en France, qu'on retrouve tout au long du livre, a été de longue date battue en brèche par les multiples travaux anglophones qui établissent d'une façon plus ou moins nette :

1° le caractère inexpiable des rivalités économiques et commerciales anglo-américaines et la volonté américaine d'exploiter le terrible affaiblissement de l'alliée-rivale, notamment pour liquider la "Préférence impériale" de la zone sterling qui s'opposait à la pénétration des marchandises américaines, pour supplanter le Royaume-Uni dans ses fiefs pétroliers, ses bases, liquider définitivement la prédominance de la livre dans le commerce international, etc. Une étape essentielle de cette lutte impitoyable fut jouée - et gagnée par les États-Unis - pendant la guerre. Dès ce moment, les observateurs annoncèrent que les transports aériens, les "grandes bases de police aérienne (...) qui seraient les Gibraltar, les Singapour et les Panama de l'Air" et le secteur pétrolier y afférent donneraient au plus puissant belligérant un avantage décisif sur ses concurrents, en particulier sur le vaste "Empire britannique" affaibli ⁽²⁾.

Mentionnons entre autres deux auteurs qu'on ne saurait classer parmi les "révisionnistes" radicaux de l'histoire de la guerre froide : Donald Cameron Watt, dont le titre de l'ouvrage constitue une présentation claire de son contenu, *Succeeding John Bull, America in Britain's place*, et Robert M. Hathaway, *Ambiguous Partnership, Britain and America, 1944-1947* ⁽³⁾ qui, tout en sacrifiant souvent à la commode thèse des rigueurs anti-britanniques du (seul) Congrès, démontre le consensus américain dans l'inexpiable combat, via les clauses léonines du Prêt-Bail ⁽⁴⁾ pour éliminer ou marginaliser le concurrent britannique (à cet égard, le titre de l'ouvrage constitue un modèle d'*understatement*). L'un des derniers en date parmi les nombreux historiens anglo-américains qui ont étudié la considérable contribution américaine au déclin britannique, Randall Bennett Woods, dans *A changing of the Guard : Anglo-American Relations, 1941-1946*, a montré que une fois de plus que, de Prêt-Bail en Charte de l'Atlantique puis en prêts d'après-guerre, "les décideurs de la politique étrangère de Roosevelt et Truman ont mis sur le dos de la Grande-Bretagne un multilatéralisme vicié qui a contribué à mettre ce pays à genoux". "Multilatéralisme vicié" en effet, puisque les responsables américains "modifièrent les mécanismes et institutions multinationaux en moyens de protection des exportations américaines et firent en sorte que Washington pût contrôler le moindre des mécanismes de la stabilisation des changes et de la réglementation commerciale" ⁽⁵⁾.

2° le caractère de paravent de la thèse officielle passe-partout d'un Congrès bridant l'Administration - alors que l'examen des archives a de longue date érigé le pouvoir législatif, selon

la rude expression de Stephen Ambrose, en "nullité" (*a cipher*) de la politique extérieure américaine, "de la guerre froide à celle du Viet-Nam"⁽⁶⁾.

Même un auteur aussi peu "révisionniste" que Richard Gardner l'a montré dès 1956, tout en affirmant souvent le contraire, comme pour ne pas effaroucher le consensus régnant alors : le plan de liquidation du rival affaibli, dont une étape essentielle fut marquée par la demande britannique de prêt de l'automne 1945, prétexte aux accords financiers du 6 décembre 1945, ne relevait pas de la seule initiative d'un Congrès déchaîné contre les Anglais⁽⁷⁾. "A very hard bargain", selon les termes anglais ; "erreur grave", selon les Français (qui allaient, malgré leur tendance à se rassurer sur leurs propres engagements, en commettre une équivalente), contraignant Londres à s'intégrer au système de Bretton Woods non pas après "une période transitoire de cinq ans", comme le prévoyait l'accord international de 1944, mais, véritable "prix du prêt américain" (de 3,75 milliards de dollars), au bout d'un an : Washington avait imposé à une "nation considérablement appauvrie, ravagée et endettée", en échange d'un prêt "de caractère strictement commercial/.../ des conditions redoutables qui représent/ai/ent pour la Grande-Bretagne une véritable aliénation de sa souveraineté monétaire et commerciale", "thèse extrême" selon cette note française, dont le contenu démontre au contraire la pertinence⁽⁸⁾.

Quant à l'accord discret entre exécutif, toujours à l'initiative, et législatif chargé de dire brutalement aux Européens ce que pensaient les Département ministériels concernés, il suffit de lire régulièrement les *Foreign Relations of the United States (FRUS)* - Archives publiées du Département d'État - pour le percevoir. Le durable Ambassadeur de France à Washington Henri Bonnet (1945-1955), partisan convaincu de l'alliance privilégiée avec Washington, quelle qu'en fût l'amertume (notamment allemande et coloniale), usa et abusa la thèse du conflit : elle avait pour avantage de démontrer l'innocence et la bienveillance de "l'Administration" face à un Congrès nationaliste et grossier, toujours prompt à stigmatiser les méfaits de l'Europe. Mais ce diplomate lucide montra dans maint courrier qu'il n'était pas plus dupe que ses confrères de "la retraite /de l'Administration/ derrière le paravent des prérogatives sénatoriales"⁽⁹⁾.

L'historien américain Thomas G. Paterson a définitivement montré que les "opposants" républicains les plus tapageurs de l'Administration étaient dans sa main et agissaient en parfaite complicité avec elle : tel le Sénateur Vandenberg, que le Secrétaire d'État Acheson (successeur de Marshall en 1949) méprisait aussi profondément qu'il le "manipulait"⁽¹⁰⁾. Bien plus que l'introuvable conflit entre un Congrès docile et une Administration appuyée sur un profond "consensus bipartisan"⁽¹¹⁾, le cas britannique illustre le fond même de la stratégie américaine, d'essence économique : imposer enfin l'ouverture de la "Porte" européenne restée fermée ou à peine entrouverte aux marchandises et aux capitaux structurellement excédentaires américains dans l'entre-deux-guerres, programme dont l'énorme zone (monétaire et commerciale) sterling constituait un enjeu décisif. Rappelons à cet égard le rôle de pionnier dans le "révisionnisme" scientifique américain de l'essai de William A. Williams, *The tragedy of American Diplomacy* (New York, 1^è édition, 1959) sur les conditions de naissance de l'impérialisme américain dans les années 1890 et le problème chronique des excédents structurels qui scande depuis cette période l'histoire des États-Unis - et du monde -, ère Marshall incluse.

Cette donnée de fond, fort négligée en France, sauf par une synthèse d'Yves Durand qu'il serait légitime de citer dans la bibliographie⁽¹²⁾, n'apparaît dans le présent ouvrage que par fragments. Or, tous les cas étudiés jusqu'ici, du Royaume-Uni à la Scandinavie en passant par tous les futurs adhérents du Plan Marshall, confirment qu'il y a une - et une seule - stratégie économique et commerciale américaine, confrontée aux pays européens, qu'ils aient été affaiblis par la guerre (la majorité) ou non (les neutres suisse et suédois).

LE THÈME DE LA LIBERTÉ DES ÉCHANGES

La thèse du "libre-échange" ou de "la libéralisation mondiale des échanges" voulus par les États-Unis, prise si souvent au mot par l'historiographie française, laisse de côté l'indéracinable butoir du protectionnisme américain, de même que l'affirmation - erronée - qu'Anglais et Français "surent aussi convaincre les États-Unis d'abaisser (un peu !) leurs barrières douanières et

quantitatives" (p. 53) : "un peu" ? de combien, et quand ? Jusque dans les années cinquante - 1952 ou 1955 selon les fonds -, nous n'avons relevé aucune trace de pareille concession américaine concrète. Car l'affaire ne franchit jamais le stade du verbe et des promesses de grand avenir (quand le Congrès accepterait enfin...), à en juger par les fonds économiques français, les *FRUS* et la production historique américaine. Que dire de la fiction de barrières qu'aurait élevées la crise de 1929 ? Aggravées, certes, mais le protectionnisme ne datait point de là...

La correspondance originale s'inscrit en faux contre la thèse du "cortège de misères" du protectionnisme (p. 248), qui parcourt le livre : chacun voulait simplement conserver les moyens de ne pas sombrer dans la tourmente des marchandises américaines - alors même que Washington défendait bec et ongles sa propre protection, sous couvert d'"exigences" du Congrès. Notre collègue et récent Secrétaire d'État au Commerce Extérieur Jean-Noël Jeanneney a pris personnellement contact, si l'on en croit les articles de la presse, en 1991-92, sur les discussions au sein du GATT, avec des pratiques américaines qui n'ont rien de neuf. Quant aux affres de l'agriculture européenne, elles nous renvoient aux mêmes conflits que dans l'immédiat après-guerre, lesquels ne firent qu'entonner l'air connu de l'entre-deux-guerres sur les énormes et incurables excédents agricoles américains.

Avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, la remarque d'un journaliste américain "radical" opposée aux mots d'ordre commerciaux officiels d'"égalité de chance" lancés à Washington contre les possesseurs de colonies résuma parfaitement ce qui ressort clairement de la correspondance originale : "l'égalité de chance (...), comme nous sommes très puissants et nos alliés à peu près ruinés, c'est l'égalité de chance d'un mouton engagé en combat singulier avec un tigre. L'impérialisme n'est pas moins sérieux et réel s'il est à base de concurrence capitaliste, que d'exploitation politique, militaire et géographique" ⁽¹³⁾. A ceci près que le tigre ne réalisa jamais, à l'époque de sa plus grande gloire, l'ouverture des frontières tarifaires qu'il pressait le "mouton" (européen ou non) de consentir.

Les thèses "libératrices" du Secrétaire d'État Hull ne furent pas autre chose qu'un article idéologique d'exportation. Et l'on pourrait appliquer à l'ensemble de l'après-guerre, années Marshall incluse, les commentaires que suscita le traité anglo-américain sur les pétroles signé par Stettinius et Lord Beaverbrook le 8 août 1944 dans certains journaux : ceux-ci "redoutent que le retour à une compétition sans merci contrastant avec d'éloquents déclarations en faveur de l'organisation de la paix, ne suscite des méfiances graves et justifiées chez les peuples européens à l'égard des mobiles qui animent véritablement la politique étrangère américaine" ⁽¹⁴⁾.

L'ALLEMAGNE : LE PIVOT NÉGLIGÉ

UN SOUCI HUMANITAIRE ?

La thèse humanitaire ou "politique" n'est pas plus éclairante que celle des tensions Administration-Congrès. La tournée "européenne" d'Herbert Hoover de 1946 (p. 51-52) ⁽¹⁵⁾ - renouvelée en février 1947, en Allemagne - ne fut "alimentaire" que d'apparence : l'ancien Président, porte-parole au sens strict du terme des milieux de Wall Street, comptait, au tout premier rang et comme avant guerre ⁽¹⁶⁾, parmi les innombrables émissaires américains chargés de préparer à la fois la reconstitution industrielle massive et rapide de l'Allemagne occidentale et les considérables investissements de capitaux américains dans ce "laboratoire" de l'Europe future ⁽¹⁷⁾. "Le drapeau allemand ne peut pas flotter sur 40.000.000 (*sic*) d'hommes qui en seraient réduits à vivre en un gigantesque Buchenwald", avait emphatiquement proclamé Hoover à propos d'un voyage qui visait officiellement à augmenter la ration alimentaire dans la Bizone ; il "servirait également à (*saper*) (*sic*) certaines des bases de la politique de Potsdam" et à préparer le "redressement de l'industrie allemande" ⁽¹⁸⁾.

En réalité, le grand ordonnateur public de la charité alimentaire et personnalité de premier plan du puissant groupe "germano-américain" de Washington ⁽¹⁹⁾ était "chargé par les banquiers de Wall Street d'étudier le placement des capitaux en Allemagne" et l'octroi de "crédits à certaines

industries Allemandes (*sic*) pour en assurer la remise en marche" ⁽²⁰⁾. Tâche fort peu désintéressée qui avait pour préalable politique de susciter dans les chaumières anglo-saxonnes une intense compassion pour les malheurs d'une Allemagne victime de guerre : Hoover "s'efforcera de décider l'opinion américaine à accepter que les États-Unis effectuent le sauvetage de l'Allemagne qu'il dépeindra comme misérable et injustement accablée" ⁽²¹⁾.

LE NOYAU DUR DE LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE AMÉRICAINE

Prétexte et couverture philanthropiques à une mission prioritaire qui ne relevait pourtant pas de la catégorie des bonnes oeuvres. Or la question allemande, élément essentiel de la reconstitution d'une Europe continentale "non autarcique" - c'est-à-dire largement ouverte aux excédents structurels de marchandises et de capitaux de l'Amérique -, n'occupe pas dans l'ouvrage la place considérable qui lui revient de droit. L'Allemagne est évoquée en une sorte de saupoudrage sans qu'on perçoive son caractère de *pivot de la stratégie européenne des États-Unis*. Pays-clé qui après 1945 comme après 1918 constitua le seul véritable objet des hantises françaises, et des autres nations voisines du Reich (occupées et pillées par lui), malgré leur apparent ralliement aux décisions américaines, pour ne citer que les dociles représentants du petit Bénélux ou du Danemark. Concernant une question aussi décisive pour l'ensemble de l'Europe, ce traitement par petites touches sans lien explicite entre elles pose un problème méthodologique sérieux et constitue le point le plus faible de l'étude.

La prise en compte du long terme, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, aurait permis à l'auteur de ne pas sembler dater de 1947 l'idée de "l'Amérique (...) qu'il fallait conserver les usines allemandes" (p. 42). La seule stratégie des bombardements anglo-américains en Allemagne avait révélé sans conteste ce souci obsédant, né des liens antérieurs de capitaux, les fonds de guerre des Archives Nationales et du Quai d'Orsay en témoignent. Sans oublier le bon usage des "neutres", Suède et Suisse en tête aux côtés des autres - Espagne, Portugal ou Turquie : ces pays servirent de havre des capitaux communs germano-américains et de fournisseurs au Reich de produits (des carburants aux métaux) provenant des pays alliés officiellement en guerre contre l'Allemagne. Façon sûre à la fois de prolonger le conflit, d'épuiser les Soviétiques - et tous les concurrents potentiels, occidentaux compris -, et de préparer un avenir où le puissant partenaire industriel allemand tiendrait toute sa part, mais avec des prétentions amoindries par sa défaite ⁽²²⁾. Il vaut mieux consulter les fonds d'archives des années de guerre que s'indigner de l'audace scandaleuse de pareilles hypothèses.

La non-négligence des noyaux durs de l'économie, à mille lieues de la hantise du bolchevisme, aurait évité la prise au premier degré de l'argument de Marshall à la Conférence de Moscou en mars-avril 1947 "que le relèvement allemand éviterait l'intégration des économies d'Europe occidentale dans le système soviétique" (p. 69). Était-ce bien l'orientation en cours ? Tous les ouvrages anglo-saxons ont évacué le doute, et depuis longtemps, sur l'orientation socio-économique attendue dès la guerre, de la partie de l'Allemagne dévolue à l'Occident, où le mastodonte américain écraserait bientôt les autres occupants, alliés européens affaiblis ou ruinés ⁽²³⁾. Le contenu des archives économiques (ou non) et des travaux d'historiens, notamment américains, est incompatible avec le discours polémique de tréteaux du Secrétaire d'État.

La question des "réparations" s'inscrit dans le contexte d'une Reconstruction allemande préparée à Washington (et en compagnie des pays neutres) pendant la guerre sur des bases non "schachtistes" ou "autarciques", ainsi baptisées parce que faisant obstacle aux ambitions de pénétration américaine. L'Américain Bruce Kuklick ⁽²⁴⁾ a montré il y a vingt ans que tous les programmes élaborés à cet égard pendant la guerre par le Département d'État vouaient au néant les espoirs soviétiques ou français de réparations, quel que fût le "mérite" allégué de la France à cet égard (Bossuat, p. 44-45). Les Archives de tous les Ministères (AN et Quai d'Orsay) montrent que Paris le sut bien avant 1946 ou 1947. Écrire que "la France mérite des réparations" sans rappeler que la question cruciale du relèvement français était l'accès régulier au charbon allemand (estimé à un million de tonnes mensuelles ⁽²⁵⁾) nous semble au surplus ne pas situer les enjeux véritables.

Les Anglo-Saxons ne manifestèrent *jamaïs* l'intention de la laisser bénéficier de quelque réparation que ce fût, en dehors des lénifiantes déclarations relevant des manières diplomatiques

courantes. Il devait en aller de cet après-guerre comme du précédent, et sous la houlette du même "cercle de banquiers internationaux qui avaient négocié la première série des Règlements allemands dans les années vingt" ⁽²⁶⁾. Supposons même que les Français n'eussent pas été précocement informés des projets du Département d'État remplaçant le principe des réparations par le *first charge principle*, qui postulait la priorité de l'équilibre du commerce extérieur allemand sur toute réclamation des victimes de l'agression ⁽²⁷⁾. Quoiqu'il en fût, outre leur observation précoce, attentive et indignée de la politique des bombardements américains, particulièrement bienveillante pour l'appareil industriel allemand, ils détenaient, depuis 1943 au plus tard, nombre d'informations sur la perspective d'une reconstitution rapide voire prioritaire d'une industrie allemande étroitement liée aux capitaux américains les plus puissants ⁽²⁸⁾.

Au cas où un espoir français aurait subsisté sur l'éventuelle sincérité du principe soutenu publiquement par Washington en 1944-1945 de reconstruction prioritaire des pays victimes de l'agression, il fut évidemment balayé aussitôt que conçu : car Paris apprit dès la période suivant la Libération qu'il ne faudrait compter ni sur des réparations ni même simplement sur des livraisons en charbon, puis, très clairement à dater de juin-juillet 1945, que celui-ci devrait être payé en dollars. Les Américains prétendirent pendant quelques semaines que cette exigence relevait de la seule responsabilité britannique ⁽²⁹⁾. Mais cette tactique, qu'ils rendirent absolument systématique, pour ne pas endosser auprès des Français des responsabilités comme celles du sabotage des réparations, du réarmement ou de la centralisation étatique de futur Reich occidental, ne trompa pas ou pas durablement la diplomatie française.

Le refus catégorique des réparations "matérielles" fut parachevé par celui des réparations en travail, comme le montre l'attitude américaine sur la question des prisonniers de guerre allemands : à peine signé, l'accord franco-américain du 24 septembre 1945 prévoyant la remise "en mains françaises" de 1,75 million d'hommes qui seraient utilisés à reconstruire ce qu'eux-mêmes ou leurs pareils avaient détruit ou pillé, fut remis en cause. Comme de coutume, le Département d'État se retrancha derrière "l'opinion" et le Congrès, mais la campagne larmoyante sur les malheureux Allemands maltraités, torturés et affamés par les Français fut orchestrée au plus tard dès l'été 1945 par ses soins : en la compagnie notamment de la compréhensive nation neutre déjà si souvent sollicitée pour cause de tractations avec l'Allemagne, la Suisse - avec, au premier plan, le Comité International de la Croix-Rouge ⁽³⁰⁾ -, et du Saint-Siège de Pie XII, toujours aussi débordant d'indulgence pour le Reich et ses populations ⁽³¹⁾. Dès octobre 1945, il ne fut plus question que de 1,3 million d'hommes, chiffre dont le tapage sur les violations françaises des prescriptions de la Convention de Genève justifia également le non-respect : le "transfert" ayant cessé dès l'automne 1945, la reconstruction française dut se contenter des 750000 prisonniers alors présents sur son territoire, effectif auquel Paris apprit promptement qu'il faudrait à bref délai renoncer ⁽³²⁾. En janvier 1946, soit à l'époque où leur utilisation pour la reconstruction (Mines et Agriculture en premier lieu) commençait à peine, le Gouvernement américain exigea "la libération totale, au plus tard le 1er octobre 1947, de l'ensemble des prisonniers de guerre transférés en France par le Commandement américain encore sous notre contrôle", soit 470000 (au cours de la "campagne occidentale", les Français s'étaient emparés par leurs propres moyens de 280000 Allemands ⁽³³⁾) ; objectif, commenta-t-on à Paris, "pas réalisable sous cette forme sous peine de compromettre toute l'économie française" ⁽³⁴⁾. Alourdissement singulier des coûts de la reconstruction, et nouvelle contribution directe de Washington à l'obligation pour les pays victimes de l'agression allemande d'emprunter des dollars.

Observons d'ailleurs que les Britanniques furent soumis à la même pression, fort peu propice à un rythme rapide de relèvement. Signe que l'historien doit se méfier des rêts de l'idéologie, la participation active et très précoce ⁽³⁵⁾ à la campagne (anti-française) sur les pauvres PGA n'empêcha pas Londres de résister aussi longtemps que possible aux injonctions des Américains en faveur de leur libération : "les administrations anglaises estiment avoir besoin encore longtemps de la main-d'oeuvre allemande et (...) ne sont nullement disposées à y renoncer à bref délai", câbla Massigli en pleine campagne de presse organisée par le *Foreign Office* sur l'indispensable départ (de France) des malheureux PG, à l'été 1946 ⁽³⁶⁾.

Le veto américain (et anglais) contre les réparations, à tous les sens du terme, précéda donc de longtemps la spectaculaire décision de Clay de "suspendre" leur envoi au début de mai 1946, sous prétexte d'inconduite soviétique. Une fois admis le fait que l'Allemagne occupée par les

Anglo-Américains ne réparerait rien de ce qu'elle avait détruit ou pillé (ou, en cas de collaboration économique, donnée de poids en France, acheté ⁽³⁷⁾), Paris tenta, mais en vain - la correspondance des négociations préparatoires aux accords Blum-Byrnes l'atteste -, de se procurer, contre des dollars, le charbon allemand. Il n'est que de comparer la teneur des conversations de Washington, entre mars et mai 1946, sur le charbon allemand, où le mot "réparations" ne figura sur aucun compte rendu, et la traduction, à destination des foules françaises, des paroles échangées par le mot qui avait été rigoureusement proscrit dans la capitale fédérale.

Mais le charbon de la Ruhr conservait une vertu essentielle, celle de coûter *deux fois moins cher que le charbon américain importé* - 20 dollars la tonne contre 11 au début de 1946, coût américain encore alourdi par le fret, pour le transport obligatoire sur des navires américains ⁽³⁸⁾ (clause draconienne de tous les accords économiques pré-Marshall et Marshall sur laquelle nous reviendrons).

Rappelons par ailleurs que si les Américains menèrent dès 1945-46, et, avec une vigueur considérablement renforcée, à l'ère Marshall, sous prétexte de "relèvement européen" prioritaire et d'exigence du Congrès à cet égard, une véritable croisade contre les prélèvements directs de leurs alliés dans leurs zones respectives d'occupation, ils ne s'appliquèrent point les vertueux principes prêchés aux Français et Britanniques (pour ne pas parler des Soviétiques) ⁽³⁹⁾. Outre les prélèvements "classiques", alimentaires et autres, propres aux occupants ⁽⁴⁰⁾, ils firent mieux que tous leurs semblables réunis dans un domaine industriel crucial. Ils engrangèrent les gains scientifiques de leur occupation, notamment grâce à la saisie des brevets, et aux interrogatoires immédiatement suivis du recrutement massif des scientifiques et ingénieurs allemands dès l'arrivée de leurs troupes en Allemagne, etc. Saxe et Thuringe furent comprises dans la somptueuse moisson, puisqu'elles furent entre avril et juillet 1945 vidées de tout leur personnel universitaire et industriel avant que les Soviétiques, début juillet, ne s'y installassent, "gibier" parti.

Dans le cadre de ce *Project Paperclip* (Projet Trombone) - auquel la "guerre froide" allait fournir des justifications idéologiques utiles mais parfaitement infondées -, les États-Unis prélevèrent des sommes que Clarence Lasby a estimées en 1971, pour le seul "programme industriel", à un montant de 14 milliards de dollars et "une avance de plusieurs années en matière de recherche scientifique" ⁽⁴¹⁾. Rappelons que les demandes totales des Soviétiques de "réparations" aux pays victimes de l'agression allemande, à Yalta et Potsdam, jugées scandaleusement excessives après coup par les Anglo-Américains, s'élevaient à 50% du total prévu pour ce poste, soit 10 milliards de dollars.

La "crise charbonnière" allemande, largement artificielle compte tenu de la préservation des capacités industrielles en mai 1945, dut tout à la stratégie des États-Unis dans ce véritable "laboratoire" de leurs projets européens : les Américains mirent dans un premier temps en sommeil des mines qu'il n'était pas question de faire travailler au bénéfice du rival britannique (occupant de la Ruhr) ni des victimes diverses de l'agression du Reich (quelle que fût leur appartenance idéologique). La production allemande ne devait par ailleurs pas concurrencer l'indispensable exportation des excédents de charbon américain - extrêmement peu concurrentiels dans des conditions commerciales "normales" (au double du niveau allemand, hors coût de transport) : les dramatiques excédents américains de 1949-50 - avant la miraculeuse opération en Corée - nourrirent d'ailleurs la grève lancée par la Fédération des Mineurs en juin 1949 (avec l'aval des patrons des Compagnies ?) grève qui "rédui/si/t la production des mines jusqu'à épuisement presque complet de stocks" ⁽⁴²⁾.

Le réveil de la Belle au Bois Dormant rhénane dut attendre au surplus le moment politique propice pour la relance projetée clairement dès la fin de la guerre : la marginalisation de l'occupant britannique, largement ruiné, fut réalisée dans le cadre de la formule de Bizone où le plus riche détint la part du lion ; et, dans une atmosphère de guerre froide où les noirs desseins de Moscou (sur la Ruhr notamment) était servis à toutes les sauces ou à tous les repas, les concessions minières purent enfin, avec l'aval officiel des Britanniques, être officiellement restituées aux "barons de la Ruhr" ⁽⁴³⁾ bénéficiaires et commanditaires de la récente agression contre le continent presque entier.

Les Français, avec Couve de Murville, les 13 et 15 novembre 1945 à Washington, s'étaient entendu annoncer presque clairement de tels projets. Leurs interlocuteurs américains s'étaient alors déclarés opposés à tout détachement de "la principale source d'épargne et de capitaux pour

l'Allemagne", qui créerait "un déséquilibre dans l'économie allemande" ⁽⁴⁴⁾ : discours qui annihilait d'emblée tout rêve d'internationalisation du bassin ou simplement de présence française dans la Ruhr ; et ce bien avant que les Américains (ou les Britanniques) ne motivassent bruyamment cette décision *économique* par le tenaillant souci politique d'écartier les Soviétiques, demandeurs de "gestion quadripartite", et leur Armée Rouge d'une zone "occidentale" aussi cruciale ⁽⁴⁵⁾. La restitution officielle des industries lourdes de la Ruhr à leurs propriétaires allemands, qui n'entretenait avec le Kremlin strictement aucune relation objective, fut accompagnée d'une rude négociation sur la prise en compte des intérêts américains, à l'ère Marshall de la Reconstruction prioritaire officielle, entre 1947 et les années 1950.

La thèse de l'égalité entre l'Allemagne et une France en "bonne situation économique" acceptant de réintégrer la première par "réalisme" ou "panache" (p. 276 *sq*) contredit l'extrême pessimisme des fonds du Quai sur la situation française, de la fin de la guerre au Plan Schuman en passant par le Plan Marshall, autant que les *Foreign Relations of the United States (FRUS)*. Les Français furent légitimement hantés, dès la fin de la guerre, par les évidents prémices de la stratégie anglo-saxonne de reconstruction prioritaire du Reich à peine vaincu ⁽⁴⁶⁾. On aurait donc aimé mieux comprendre pourquoi la RFA, comme l'admet l'auteur, fut "l'État le plus aidé de toute l'Europe de l'Ouest" (p. 140) : le fait que l'Allemagne eût reçu la plus grande part des crédits américains méritait une analyse économique de fond. Le tableau de répartition des crédits ERP pour 1948, qui semble accorder la part du roi au Royaume-Uni (1263 millions de dollars) et à la France (989), reléguant la Bizone derrière les Pays-Bas (respectivement 496 et 414) (p. 135) est privé de signification s'il est dissocié d'une donnée essentielle, d'ailleurs rappelée - mais pas au même endroit - par l'auteur : toutes sources cumulées, notamment les fonds GARIOA propres aux zones d'occupation américaines, l'Allemagne occidentale fut la plus richement dotée en crédits américains (p. 140).

Que dire de l'argumentation antagonique sur l'Allemagne à la fois présentée, ce qui est inexact, comme partant "de plus bas que le reste de l'Europe" (qu'elle avait pillée d'abondance) et, ce qui est tout à fait exact, comme peu atteinte par les destructions de la guerre, et plus puissante sur le plan industriel en 1945 qu'en 1936 (p. 42 et 309-310) ⁽⁴⁷⁾ ?

Quant à l'idée que le Plan Marshall contribua à la paix et à la sérénité des Européens, c'est-à-dire au fond à un règlement du problème de la sécurité à terme des voisins de l'Allemagne, renvoyons aux fonds politico-atlantiques du Quai d'Orsay ⁽⁴⁸⁾, et aux *FRUS* explicites sur le maintien des terreurs françaises à l'égard de l'Allemagne occidentale : l'héritière du Reich rendue officiellement par les Américains, sous couvert d'indispensable combat contre le péril soviétique, à "l'égalité des droits", à la puissance industrielle, et réarmée jusqu'aux dents, était aussi rongée par le militarisme, le nationalisme et le nazisme. Données de fond fort périlleuses pour les voisins, le passé, proche et lointain, l'avait démontré : elles furent appréhendées avec une entière lucidité par les observateurs européens, premiers concernés par les risques encourus, quelles que soient les reconstitutions *a posteriori*, liées à la conjoncture et à l'opportunité politiques ⁽⁴⁹⁾.

UNE CRISE DE 1947 OU LA SUITE D'UN PROCESSUS ?

Gérard Bossuat défend la thèse des "chimères d'un relèvement rapide", tout en se ralliant en fait à celle d'Alan Milward qui condamne précisément sans hésitation cet antique justificatif de l'"aide américaine" ⁽⁵⁰⁾. Ce concept classique de crise de 1947 parvient d'autant moins à convaincre de l'urgente nécessité "d'un sauveur" (p. 56) que c'est le "sauveur" présumé qui se trouve à son origine. On le perçoit d'ailleurs nettement à la lecture des pages concernant l'"aide" à la France (et à d'autres futurs adhérents du Plan Marshall) d'avant et après le Prêt-Bail (p. 29-34).

La crise des paiements dollars était prévisible et explicitement annoncée par les pessimistes clairvoyants bien avant l'ère Marshall, et avec une insistance particulière à l'époque de la conclusion des accords financiers anglo-américains du 6 décembre 1945 : selon la note Calvet, citée ci-dessus, l'estimation d'alors d'un déficit de la balance britannique des paiements de cinq milliards de dollars pour les années 1946-1948 - c'est à dire après l'octroi du prêt de 3,75 milliards de dollars - relevait des "prévisions (...) très optimistes" ⁽⁵¹⁾. Et le Royaume-Uni dut entre autres rigueurs (les fameuses "conditions" commerciales de "libération" et engagements monétaires de retour à la libre convertibilité de la livre funestes à son économie en général et à la Préférence Impériale en

particulier) subir comme tous les autres quémandeurs de dollars le rétrécissement d'un prêt-peau de chagrin rongé par l'inflation galopante aux États-Unis.

Mais il n'en alla formellement pas autrement pour la Suède : ce pays pourtant enrichi par la guerre fut la victime presque "pure" d'une crise des paiements imputable au terrible forcing commercial américain de 1946-1947⁽⁵²⁾. Et Gérard Bossuat montre lui-même, dans les deux premiers chapitres, que les crédits américains antérieurs à 1947 ont contribué à aggraver la situation de chaque emprunteur : chaque débiteur pris à la gorge fut contraint à s'endetter toujours plus, ne serait-ce que pour apurer les dettes passées, et à céder progressivement sur de nouveaux terrains, préservés jusqu'alors, à chaque nouvel accord de crédit.

On constate avec satisfaction que la recherche conduite en France et ailleurs depuis le début des années 1980⁽⁵³⁾ a démontré le mensonge de Jean Monnet⁽⁵⁴⁾ et l'erreur de Jean Lacouture⁽⁵⁵⁾ sur la valeur considérable des accords Blum-Byrnes qui eussent aidé au démarrage du Plan français : "Léon Blum ne revint à Paris qu'avec des promesses", écrit Bossuat (p. 46). Pas même "avec des promesses" : ainsi sur le charbon, où les mots, chef d'oeuvre d'humour noir - "le Gouvernement des États-Unis continuera à aider la France à se procurer un approvisionnement suffisant en charbon allemand"⁽⁵⁶⁾ -, soulignèrent plutôt le néant du résultat. Et, plus grave encore, Blum avait lâché des concessions immédiates énormes, et les mains si désespérément vides que - pour s'innocenter aux yeux de l'histoire ou par scrupule sincère ? - le Premier Ministre Félix Gouin lui câbla le 25 mai : il "n'y a aucun inconvénient à ce que vous reveniez à Paris pour faire rapport au Gouvernement"⁽⁵⁷⁾. On n'a que le choix, entre l'achat des surplus bons pour la ferraille, commercialement implaçables, de l'avis même des Américains, considérablement surpayés, selon l'aveu candide des services français, et le cinéma (évoqué plus loin), sans oublier la cession aux Américains des brevets allemands saisis sur le territoire français, avec une "clause de réciprocité" relevant aussi de l'humour noir.

Quant aux engagements de vaste portée sur les mesures de "libération" commerciale, ils furent en mai 1946 renouvelés plus solennellement encore qu'à l'époque des accords de Prêt-Bail, comme ceux que Londres avait déjà dû accepter en décembre 1945. Or malgré les grands discours d'alors et d'aujourd'hui de nos hauts fonctionnaires, troublants mais fallacieux, le "mouton" n'était en fait toujours pas pressé de subir l'assaut commercial du "tigre" sans s'assurer d'une solide protection⁽⁵⁸⁾. On s'amuse à comparer les propos d'interviews *a posteriori* de Guillaume Guindey, Directeur des Finances Extérieures, sur l'adéquation des intérêts français et américains, et sur la sincère adhésion française tant à l'unification européenne qu'à "une libéralisation aussi grande que possible du commerce européen" (p. 113) à la teneur de ses conversations de janvier 1946 avec Keynes, qui venait de subir des mois de "négociations (...) toujours très pénibles (...) avec les Américains"⁽⁵⁹⁾ : on en peut conclure sans audace que la conception du degré de "libéralisation" commerciale varie grandement entre les courriers originaux non destinés à la publication et les déclarations de colloques où les "témoins" naguère chargés de missions officielles cèdent souvent à la tentation d'oublier leur propre correspondance de ce temps-là. Leur sincérité, leur duplicité ou leur capacité d'oubli éventuelles ne relèvent pas de la compétence des historiens : la distorsion entre les deux types de documents, si. Et il convient d'insister sur la valeur historique de la seule première catégorie, dans sa confrontation contradictoire avec la seconde, à une époque où les contemporains, confrontés à leur propre production, prétendent inverser ce classement, sous prétexte que "tout n'est pas dans les archives" (argument qui nous a été opposé il y a quelques années par des personnalités MRP, à propos de l'absence totale d'allant "européen" dans l'ensemble de la correspondance, la leur incluse).

MÉFAITS OU BIENFAITS DU BILATÉRALISME SANS DOLLARS

La très sérieuse mais brève crise des approvisionnements de 1947 qui compléta la crise des paiements en dollars ne condamnait pas du tout l'Europe au "sous-développement" et à "la misère" (p. 58). L'auteur admet d'ailleurs plus loin que "la crise de l'été 1947 ne fut pas la cause de l'offre d'aide à l'Europe" (p. 68). Elle donna simplement aux terribles pressions commerciales américaines une efficacité renforcée, chaque exemple national le montre. C'est d'ailleurs pour y parer que, tout en rendant un vibrant hommage verbal au discours "multilatéral" américain, en vue de la

Conférence fondatrice du GATT (à Genève puis à La Havane), les Européens avaient avec ardeur, comme Joyce et Gabriel Kolko l'ont clairement établi en 1972, opté discrètement pour un bilatéralisme traditionnel et salvateur : parce que cette bonne vieille méthode préservait, comme avant guerre, un commerce sans dollars et instituait des relations *commerciales réciproques*, précisément exclues par la rigueur du protectionnisme américain. La possibilité de rembourser les prêts contractés en devises autres que le dollar par des marchandises nationales ou d'échanger des marchandises complémentaires en une sorte de "compensation" ou clearing était infiniment préférée à de massifs emprunts en dollars que l'impossibilité ou l'extrême difficulté d'exporter vers les États-Unis allait transformer en *dollar gap structurel* ⁽⁶⁰⁾.

Les cas français et scandinaves, que nous avons étudiés, et qui portent respectivement sur des nations appauvries (France, Danemark, Norvège) et enrichie (Suède) par la guerre, conduisent à des conclusions identiques. Ce qui confirme qu'on devrait discuter sérieusement en France le travail très novateur des Kolko (malgré ses vingt ans d'âge), dont le seul défaut est de parler de choses qui fâchent, mais dont l'ouverture des archives démontre la pertinence des hypothèses économiques.

G. Bossuat gomme d'emblée ce bilatéralisme qu'il juge, depuis le début de ses recherches, désuet ou "sclérosant" ⁽⁶¹⁾, parce que les Européens se sont acharnés à le répéter, et continuent sur la même voie - façon de plaire à Washington tout en ne renonçant pas à la chose. Il rationalise le concept américain, très largement polémique dans la bouche des décideurs de Washington, d'"autarcie" - mot-tabou ou sacrilège présumé qui vise simplement toute pratique commerciale gênant les intérêts américains : Bruce Kuklick a étudié cette tactique verbale du Département d'État, de Cordell Hull et de ses collaborateurs, au cours des années de guerre, concernant le cas allemand.

Mais les faits sont têtus, et l'exemple suédois infirme à lui seul l'idée que la Pologne était incapable "d'exporter le charbon dont l'industrie française manquait" (p. 45) : dès 1946, l'accord Stockholm-Varsovie conclu en juillet 1945 fonctionna excellemment, sauvant la Suède du monopole de l'importation de combustible américain auquel l'avait condamnée depuis le début de 1945 la rupture avec le fournisseur allemand. Rupture exigée avec autorité depuis 1944 par Washington, après que cet utile pays neutre eut discrètement pendant la plus grande partie de la guerre rendu d'énormes services, non seulement aux intérêts de ses propres classes dirigeantes, mais aussi à certaines puissantes fractions du capital américain en commerçant avec le Reich et en participant activement aux accords de capitaux passés entre ressortissants de nations ennemies ⁽⁶²⁾.

DU PÉRIL ROUGE À LA SAUVEGARDE DE LA PAIX

UN DANGER BOLCHEVIQUE ?

Même classicisme de la thèse martiale d'une crise de 1947 plus grave ou aiguë en Italie et en France, "pays du front contre le communisme" (p. 57). L'auteur va même nettement plus loin que les interprétations coutumières en exposant que l'an 1945 fit courir à la France le risque réel de "l'absolutisme politique, qu'il s'appelle fascisme ou communisme" (p. 44). Invocation gratuite de périls inexistantes, sans compter la thèse de l'identité des deux périls ainsi mis sur le même plan, fort à la mode aujourd'hui, et particulièrement injurieuse concernant les années quarante (un des aspects de l'espèce de terrorisme idéologique auquel se livre trop souvent G. Bossuat) : sur le fond des dangers allégués, on ne peut que renvoyer aux enseignements de l'histoire politique et aux rapports des Commissaires de la République et des Préfets de l'époque, en tous points antagoniques avec ce postulat ⁽⁶³⁾.

Les archives nous semblent faire litière de ce qui a constitué, certes, la justification idéologique, mais non la motivation profonde d'une politique européenne des États-Unis avant tout économique. Le "péril bolchevique", si présent au coeur des travaux de l'auteur, avait de longue date - dès la guerre - cessé de tarauder : les Américains en quête de marché unique ouest-européen étaient assurés à leur arrivée sur le Vieux Continent des limites géo-politiques durables de leur "sphère d'influence".

A l'époque de la guerre froide, phase de *défensive* tant des Soviétiques que de leurs alliés politiques à l'Ouest - nous y insistons, la démonstration de l'hypothèse se trouvant à un stade très avancé -, aucun décideur occidental n'était épouvanté par ce que l'influent Matthews, chef du Bureau Europe du Département d'État, alors Ambassadeur à Stockholm, appela ironiquement en novembre 1948 "l'ogre soviétique" ⁽⁶⁴⁾. Les "révisionnistes" américains, radicaux ou non, qu'un véritable rideau de fer sépare des lecteurs français, ont depuis plus de vingt ans montré que le danger allégué n'affolait pas tant. La thèse inverse est ici largement développée, comme dans les travaux de Pierre Mélandri ⁽⁶⁵⁾ : de Kominform en "coup de Prague", de "Blocus de Berlin" en guerre de Corée, Staline est présenté comme un responsable essentiel des initiatives américaines tant ses intentions auraient inquiété les dirigeants ouest-européens - thèse à laquelle même Alan Milward, il est vrai sans grande conviction, semble parfois céder ⁽⁶⁶⁾.

"Staline a beaucoup fait pour favoriser cette aide", écrit G. Bossuat (p. 85), selon lequel, conformément à une thèse solidement établie sous nos cieux ⁽⁶⁷⁾, les fermes condamnations verbales de Szklarska Poreba contre les agissements de l'Occident "inquiétèrent énormément les Américains" : les archives politiques ne sont pourtant pas moins claires que les courriers économiques, ici comme ailleurs, sur la non-contribution du loup-garou de l'Est aux vastes projets *économiques* américains, du Kominform aux années cinquante. Les Kolko ont dit il y a bien longtemps que le croque-mitaine présumé n'effrayait personne, et les recherches conduites depuis lors le confirment, très au-delà de ce qu'on pouvait imaginer avant l'ouverture des archives ⁽⁶⁸⁾.

UNE "OEUVRE DE PAIX" ?

Les archives politiques, notamment atlantiques, du Quai, révèlent que nul parmi les décideurs européens ne pensait que son pays allait être mangé par l'"ogre" ; elles infirment autant l'idée d'un Plan Marshall "oeuvre de paix". L'auteur soutient comme la quasi totalité de l'historiographie française que le réarmement allemand et occidental dut beaucoup ou tout à la Corée (p. 126-127). Les archives économiques font au contraire ressortir l'importance de la *crise de 1949*, année de très forte chute des exportations américaines, dans l'accélération des projets américains de réarmement ⁽⁶⁹⁾ : motivation autrement plus sérieuse de la guerre de Corée que la classique "agression communiste en Corée", empruntée au discours officiel du temps (p. 217-218).

Avant même la crise de 1949, l'"oeuvre de paix" était mal engagée : la correspondance, *depuis 1945*, des dossiers du Quai baptisés par antiphrase "Désarmement de l'Allemagne", de même que l'ensemble des fonds "atlantiques", entre 1944 et l'ère de la CED, de la Scandinavie à la Grèce et à la Turquie, infirme cette thèse passée dans le lieu commun mais erronée (on l'a dit plus haut à propos de l'Allemagne). Il est donc impossible, à lire la correspondance relative aux questions économiques, à l'Allemagne, à l'"alliance occidentale" (nom de dossier qui précède, entre 1944 et 1948, celui du projet final de "Pacte atlantique"), puis à la CED, d'attribuer à la bénéfique influence de "l'ERP" (*European Recovery Program*) l'idée que "la guerre n'était plus acceptée par les opinions européennes comme un moyen pertinent pour résoudre les conflits intereuropéens" (p. 303).

Le problème ne gisait pas dans l'indéniable volonté de paix des "opinions européennes", éprouvées par l'effroyable conflit récent - URSS en tête, dont les dirigeants n'étaient pas moins que la population obsédés par la préservation de la paix : il résidait tout entier dans le rapport organique entre les difficultés de l'économie américaine qui suivirent l'année d'exportation maximale de 1947 - posant concrètement la question de la reconversion jusqu'alors différée par le recours massif de l'Europe encore à genoux aux productions américaines - et le réarmement massif des États-Unis, dont les projets envahirent la correspondance *dès 1947-1948* ⁽⁷⁰⁾.

L'ouvrage n'établit d'ailleurs pas clairement le lien entre la dépendance financière européenne et l'avancée des projets militaires américains, à fort contenu *économique*. Le Pacte Atlantique ne fit qu'achever, en lui donnant des motivations acceptables - celles de l'indispensable défense contre les Soviétiques menaçants - un processus qui l'avait précédé, et dont la guerre avait constitué une étape cruciale. Les accords "atlantiques" cédèrent à Washington les bases convoitées des "pays tremplins" (*stepping stone countries*) - dénomination aux accents utilitaires et méprisants des pays dignes d'intérêt pour leurs "facilités" aéronavales, dans la correspondance américaine. Les textes de 1949 conférèrent ainsi une forme juridique définitive ou durable aux cessions de guerre,

de statut théoriquement précaire : elles avaient été consenties par certains pays, tels l'Islande, le Danemark (pour le Groenland), le Royaume-Uni, dès 1941, et les milieux informés surent dès la guerre que ces abandons par les cédants d'une partie de leur souveraineté territoriale sanctionnaient l'énorme supériorité *économique* des États-Unis. Il faut étudier les bases pour ce qu'elles sont et réfléchir sur leur signification dans le moyen ou long terme : avant tout, des points d'appui essentiels pour le système de transports du pays détenteur et le contrôle de sa sphère d'influence.

Les observateurs du début des années quarante en jugèrent ainsi, sans avoir besoin alors de recourir au si commode prétexte idéologique d'après 1945 - la volonté de circonscrire ou contenir les élans conquérants de l'Armée Rouge. Ils décrivirent le combat entre Anglais, anciens champions des bases navales et de la phase maritime de l'impérialisme, et Américains, champions présents et futurs de l'ère aéronautique : les "positions" acquises dans "la région arctique// la plaque tournante des communications transatlantiques futures" (Alaska, Groenland, Islande, Canada), donneraient aux États-Unis "un rôle de premier plan dans les communications aériennes d'après-guerre" ; "dans ces conditions, l'Europe n'est pas particulièrement bien placée", en dépit des déclarations optimistes sur l'avenir de l'Empire dans ce domaine des représentants britanniques, présentant la Grande-Bretagne comme "un formidable porte-avions amarré au flanc de l'Europe" ^(7f).

Le reste des pratiques apparemment "militaires" relève de la même logique, avant, pendant et après l'ère Marshall : achats de matériel militaire, pressions américaines contre la reconstitution d'industries d'armements à caractère national, concurrentielles sur les marchés internationaux, etc. L'ouvrage le montre d'ailleurs, mais sans en tirer de conclusions, en décrivant le forcing américain contre les fabrications de Dassault et autres constructeurs français (p. 228-229). C'est dommage, car les archives françaises et les *FRUS* excluent en l'espèce toute responsabilité des Soviétiques agressifs ou effrayant, à tort ou à raison, les Européens - années 1950 incluses.

LE PLAN MARSHALL, SES CLAUSES ET SES CONSÉQUENCES

L'ouvrage nous apprend ou nous rappelle beaucoup de choses sur une ère Marshall infiniment moins harmonieuse qu'on ne l'a en France affirmé naguère. Les développements sur le Plan Marshall sont certes gênés comme ce qui précède par le non-examen de la stratégie globale américaine. Sans lui consacrer une étude de fond, l'auteur nous en livre cependant maint aspect passionnant, et éclairant sur les profondes contradictions économiques entre emprunteurs et prêteur.

Il maintient aussi des silences ou multiplie des allusions qu'on aimerait voir explicitées davantage. Rien n'est dit du terrible conflit franco-américain sur l'Allemagne en pleine Conférence des Seize, en juillet 1947, qui mit en scène un Bidault indigné contre la reconstruction prioritaire de l'Allemagne (et de son acier) désormais quasi officielle, menaçant, sans y croire - les Américains le savaient - de suspendre ladite Conférence : un Ministre à mille lieues de celui qui, devant les masses françaises, dénonçait les sombres arrières-pensées de Moscou claquant début juillet, avec Molotov, la porte généreusement ouverte de l'"aide" ; bien loin aussi du Bidault qui exaltait devant les masses épuisées par les longues privations le futur Eldorado des crédits Marshall. A lire la correspondance du Quai de l'été 1947, on acquiert la certitude que "la propagande communiste" n'était pas seule à "affirm[er] que le Plan Marshall remettrait sur pied l'industrie allemande" (p. 79).

L'auteur se montre indûment discret sur les raisons du non de Molotov à la Conférence des Trois du début de juillet (p. 74-75) : refus fermement attendu par Washington, qui délégua à l'opération ses alliés et demandeurs britanniques et français en verrouillant la solution du recours à la Commission économique européenne de l'ONU ⁽⁷²⁾.

On aimerait en lire davantage sur les motifs pour lesquels les Seize durent "refaire" en septembre 1947 leur "Rapport général", en tenant compte des "recommandations" américaines, après une "critique (...) reçue comme une gifle par les Européens" (p. 79 sq.) : il fallut en effet récrire sous la pure et simple dictée des Américains cet exposé des motifs et objectifs des emprunteurs qui ne convenait pas au *futur* prêteur ⁽⁷³⁾. Occasion pourtant de confronter les besoins respectifs antagoniques des intéressés. A reprendre sans critique la thèse américaine de l'époque selon laquelle "il ne s'agissait pas d'un véritable programme européen de reconstruction mais de 16 listes nationales mises bout à bout" (p. 82), l'auteur semble oublier que les Européens ne

demandaient pas davantage que des emprunts en dollars pour hâter leur propre reconstruction *nationale*. L'intégration ne fut pas, malgré les déclarations dithyrambiques des "pro-Européens" (pro-Américains) dès la guerre - allant au-devant de ce que le prêteur attendait d'eux - une idée ni une initiative européenne. L'examen attentif des cas nationaux des plus enthousiastes dans l'exaltation, par le verbe, de l'unification ne souffre pas d'exception.

LES SCANDINAVES : L'INFLUENCE DE MOSCOU ?

Rappelons de ce point de vue que l'absence d'enthousiasme des Scandinaves à se rendre à la CCEE en juillet 1947 ne dut pas grand-chose aux sourcils froncés des "Russes", qui sont présentés ici comme des ingrats oublieux de l'"énorme crédit de 1 (*sic*) milliard de couronnes" consenti par la Suède (p. 77-78). L'argument est doublement inexact : d'une part, le fameux accord de prêt signé par Moscou et Stockholm le 7 octobre 1946 était précisément menacé de mort par les oeuvres américaines ; d'autre part, l'Europe du Nord avait nombre d'excellentes raisons internes - son opposition farouche à l'intégration économique baptisée "union douanière", et son précieux commerce bilatéral avec l'Est désormais directement menacé - pour ne pas vouloir participer à ce premier grand acte public "européen" du relèvement prioritaire de l'Allemagne (autre grand souci de la Norvège et surtout du Danemark, malgré les propos publics)⁽⁷⁴⁾. Les développements récents des relations entre le Danemark et "l'Europe" - une Europe qui eut pour ce petit pays, malgré l'allant hypocrite de ses décideurs soucieux de complaire au prêteur de dollars, le sinistre aspect d'une Allemagne rendue à la toute puissance⁽⁷⁵⁾ - sont largement éclairés par la correspondance des années d'après-guerre.

CONCESSIONS OU SURENCHÈRES AMÉRICAINES ? ADMINISTRATION ET CONGRÈS

Les Américains auraient finalement accepté des concessions sur les "dispositions outrageantes" de l'Aide Intérimaire (p. 89). Selon la correspondance du Quai ou les *Foreign Relations of the United States*, entre l'automne 1947 et la signature des "bilatéraux Marshall" (le vrai "Plan Marshall") de l'été 1948, le contenu des textes fut aggravé au fil des mois. Dans les nombreux volumes consultés, nous n'avons pas trouvé trace de concessions réelles sur les dispositions relatives à la suspension possible à tout moment de "l'aide" visant explicitement les communistes et l'URSS. Stipulations particulièrement insultantes pour l'indépendance nationale, avec notamment "deux amendements adoptés au dernier moment" qui, commenta Bonnet, "apparaîtraient comme une ingérence dans notre politique intérieure et extérieure", mais étaient justifiés par M. Lovett comme révélateurs de "l'état d'esprit de beaucoup de membres du Congrès" : le premier "prévoit que le Président des États-Unis pourrait mettre fin à l'octroi de l'aide s'il estime que le pays bénéficiaire est sous l'influence du communisme ou de l'URSS et l'autre stipule qu'aucune personne appartenant au parti communiste ou aucune (*sic*) organisation relevant de ce parti ne devrait participer à la distribution des denrées et fournitures"⁽⁷⁶⁾.

Quelle que fût l'utilité de la "couverture" anti-bolchevique, précisons que dans les accords signés par les pays pourvus de partis communistes inexistantes ou groupusculaires fut également insérée la clause de suspension sans préavis de l'aide : qu'elle fût agrémentée ou non de la si consensuelle référence aux communistes, il s'agissait en réalité d'une clause commune à tous les prêts américains bien *avant le Plan Marshall*. Elle fut par exemple, comme à l'accoutumée, appliquée au cas du plan prétendument "alimentaire" d'Herbert Hoover pour la Bizone du début de 1947 : aucune obligation de montant ne s'imposerait aux Américains, "le programme de distribution serait établi mois par mois, il pourrait y être mis un terme à n'importe quel moment" (point 6)⁽⁷⁷⁾.

L'Administration pratiqua même en matière de sévérité des clauses des accords de crédits une allègre surenchère par rapport au Congrès. C'est elle qui inclut notamment dans le texte soumis aux Européens la clause de la nation la plus favorisée au bénéfice du Japon et de la Corée (p. 120) - précisions de G. Bossuat auxquelles il convient d'ajouter, ce qui n'est pas rien, l'Allemagne et le "territoire libre de Trieste" -, clause qui ne figurait pas dans l'*Economic Cooperation Act* du 3 avril 1948. Cet article 5 du "bilatéral" fut considéré comme l'un des deux plus inacceptables d'un texte qui en fourmillait, en compagnie du n° 10, qui autorisait les États-Unis, derrière le paravent du FMI (pour les bases aéro-navales, c'était l'ONU⁽⁷⁸⁾), "à demander aux Gouvernements bénéficiaires de l'aide" - formule universelle du temps - "de rectifier le taux de change de leurs monnaies en fonction des nécessités du commerce international"⁽⁷⁹⁾ (adjectif synonyme d'américain).

La correspondance ERP mentionne bien d'autres "précisions" et "clauses nouvelles" par rapport à la Loi du Congrès du 3 avril 1948 : elles concernaient notamment la libre communication aux Américains des Plans nationaux (notamment à propos du charbon, de l'acier, des transports, des produits alimentaires), leur intervention en matière de "politique de crédit appropriée", "la fourniture par les Gouvernements bénéficiaires de produits alimentaires utiles à l'économie américaine", la "large publicité des objectifs (...) et des résultats du programme de relèvement européen", etc⁽⁸⁰⁾.

"A la différence de la France, les Américains avaient fait avaler aux Italiens la clause de la nation la plus favorisée en faveur du bénéfice du Japon de la Corée", écrit G. Bossuat (p. 120). Remarque lucidement cruelle et méprisante pour la malheureuse Italie, mais qui ne décrit qu'incomplètement l'impression absolument générale de l'Europe des Seize de se voir imposer par le (futur) prêteur un pur et simple diktat : celui du *texte unique* remis par les représentants américains à chacun des seize emprunteurs - autre donnée fondamentale justifiant une étude de *la stratégie américaine* à l'égard de l'ensemble de l'Europe occidentale. Diktat qui porta sur cette clause comme sur le reste : Japon et Corée rejetés du texte bilatéral franco-américain signé le 28 juin 1948, il resta... l'Allemagne et Trieste.

Le tableau des améliorations *réelles* obtenues demeura désespérément vide : les seuls "changements" se bornèrent à des précautions de formulation, présentées par les délégués français, abasourdis par la violence du coup infligé, à leurs interlocuteurs américains comme indispensables pour apaiser les susceptibilités nationales en général, parlementaires en particulier. Car "le texte élaboré par les bureaux du Département d'État", dont les "auteurs (...) ont, sur bien des points, renforcé et même dépassé les termes pourtant rigoureux de l'acte du Congrès", fut considéré en toute simplicité par le Quai d'Orsay, fin mai 1948, comme "pas présentable aux Parlements européens" en général, ni au français en particulier. Véritable brûlot que tenta un moment de cacher à ses populations l'élite d'une Europe ligotée : il fallait conserver au "projet américain (...) un caractère strictement confidentiel. Sa divulgation ne manquerait pas en effet d'avoir sur le plan politique intérieur les répercussions les plus graves, aussi les fonctionnaires qui ont été chargés de son étude en France comme dans les autres pays ont-ils été tenus de conserver le secret le plus rigoureux"⁽⁸¹⁾.

Près d'un mois plus tard, à cinq jours de la signature du texte non encore modifié dans certaines de ses formules les plus outrageantes, Paris maintint que "l'accord tel qu'il se présenterait avec les améliorations que nous demandons aux Américains demeurera[it] très difficile à défendre et à expliquer au Parlement"⁽⁸²⁾. Les "améliorations" demandées n'étaient alors toujours pas accordées, et les derniers jours ne changèrent pas grand chose au fiasco. A deux jours de la signature, la "concession" américaine se borna à l'acceptation de ne pas mentionner le Japon et la Corée dans l'échange de notes bilatéral, sous réserve que "le problème du commerce avec le Japon fera[it] l'objet de négociations nouvelles"⁽⁸³⁾. Bien modeste victoire remportée par la France sur l'Italie vaincue et ouvertement asservie... Il suffit de lire la correspondance du printemps à l'été 1948⁽⁸⁴⁾ pour admettre, comme les responsables du Quai qui en oubliaient parfois jusqu'aux règles du style diplomatique, que la conception américaine de "la coopération européenne (...) justifi[ait] les avertissements de M. Molotov"⁽⁸⁵⁾.

On ne saurait donc attribuer aucune valeur intrinsèque aux circulaires officielles du Service d'Information et de Presse du Quai, qui firent naturellement grand cas de quelques changements de mots ou de virgules. La tactique atteste surtout l'importance des efforts déployés par les responsables français pour faire accroire que le texte final signé le 28 juin 1948 différait sensiblement du "projet d'accord bilatéral proposé par les négociateurs américains le 12 Mai (*sic*) dernier, projet que le Gouvernement français avait jugé inacceptable" : il s'agissait de rassurer une opinion inquiète, très au-delà des communistes et de leur mouvance, des clauses léonines imposées à l'emprunteur, en démentant telle "affirmation (...) purement gratuite" - parfaitement exacte au demeurant - de *L'Humanité* ⁽⁸⁶⁾.

L'auteur, qui analyse dans plusieurs domaines l'extrême dureté des "bilatéraux" américano-européens de 1948, écrit que ceux-ci constituèrent "une mauvaise surprise pour les gouvernements européens" (p. 115) : surprise, assurément pas, à en juger par l'excellente information quotidienne des Français sur les projets auxquels on mit à Washington la dernière main à partir de l'été 1947.

LE MOUTON NOIR BRITANNIQUE

G. Bossuat attribue, selon une tradition bien établie mais inexacte, au mouton noir britannique un anti-européanisme qui fut partagé par tous les partenaires de Londres. Et ce malgré les trompeuses apparences du discours philo-européen. L'Ambassadeur Bonnet se dressa bien en champion de l'"européanisme" français : clé, espérait-il, et il avouait assez souvent le caractère tactique de son dithyrambe, des prêts en dollars. Mais il montra à mainte reprise que les Américains ne se trompaient pas, en janvier 1950, en dénonçant l'hypocrite *window dressing* européen des Français et Italiens : ces adoreurs présumés de la "liberté commerciale" s'empressèrent en effet de rétablir leurs bons vieux droits de douane au lendemain de la signature d'un accord "libérant" 50% de leur commerce extérieur ⁽⁸⁷⁾.

On ne saurait sérieusement faire porter sur les seuls Britanniques la faute (en quoi fut-ce une faute ?) de l'opposition acharnée à une OEEC (Organisation européenne de Coopération économique) serve, dont le féal Spaak, indûment taxé de "forte personnalité" (p. 102), apparut comme le symbole. C'est précisément en raison de son insupportable docilité aux Américains que Spaak (signataire en pleine guerre d'un accord ultra-secret leur livrant la totalité de la production d'uranium du Congo belge ⁽⁸⁸⁾) fut détesté, et pas des Anglais seuls. Si l'Europe fut "ectoplasmique" (p. 104), cela ne saurait être attribué à la responsabilité exclusive de Londres : la correspondance originale montre une OEEC, à sa naissance, entièrement soumise à Washington, ce qui déplaisait à tous les Européens, et pas aux seuls Anglais ⁽⁸⁹⁾. Revenons aux courriers français consacrés au "bilatéral" du 28 juin 1948, qui décrivirent ainsi, sans le détour tactique à la mauvaise volonté de la perfide Albion, la conception de l'Administration américaine : "le texte ignore l'existence de l'Organisation européenne de Coopération [; il] est de nature à créer les malentendus les plus lourds de conséquence sur le Plan Marshall et sur les intentions du gouvernement américain, qui paraît se réserver l'exercice d'une véritable tutelle sur l'Organisation et ses membres" ⁽⁹⁰⁾.

Les anti-Européens anglais n'eurent pas non plus le monopole du combat contre la "libération" multilatérale des échanges européens (p. 255 *sq*) ou contre la tutelle américaine sur les monnaies et les paiements européens. Ils conservèrent seulement de leur antique grandeur le droit de dire parfois plus haut que leurs partenaires ce qu'ils pensaient.

Il en fut des exigences commerciales et monétaires comme de la reconnaissance de la Chine communiste, à laquelle la France, demandeuse des crédits "indochinois" de sa guerre perdue, n'osa, au début de 1950, sur la ferme mise en garde de Bonnet, pas penser plus longtemps que le temps d'une note de Parodi. "Certitude de malentendus et preuve d'ignorance totale de la position américaine et de nos illusions", tel fut le commentaire manuscrit de l'Ambassadeur à Washington en marge des deux propositions du Secrétaire général du Quai. Parodi venait en effet un court moment de rêver d'indépendance française, en revendiquant pour Paris deux droits : 1° la répartition des armes destinées à l'Indochine "par la France" seule (sans la compagnie de Washington) et 2° la "reconnaissance prochaine de Mao-Tsé-Toung", la France "gard[ant] toute liberté d'action à cet égard" ⁽⁹¹⁾.

L'avis britannique sur la conception américaine de l'intégration européenne fut partagé par tous, malgré les propos publics, destinés à complaire aux Américains, tenus à Bruxelles, La Haye, Luxembourg, Copenhague, Rome ou Paris : les plus enthousiastes verbalement, tels les Danois ou les composants du Bénélux, n'étaient pas (moins effrayés que les Norvégiens, aussi sincères sur ce point qu'hypocrites en matière atlantique ⁽⁹²⁾). Ce qui se passe aujourd'hui au Danemark s'éclaire, on l'a dit, si l'on s'en tient non pas aux proclamations intéressées de l'ère Marshall mais aux sentiments réels voués dès l'origine par ce petit pays à l'Europe intégrée - germano-américaine.

LE RÔLE DU SYNDICALISME DANS LA STRATÉGIE AMÉRICAINE : UNE CONDITION ESSENTIELLE DU SUCCÈS DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Il est fort dommage que la synthèse s'en tienne, sur le terrain syndical, à des généralités sur le productivisme et la modernité (p. 288 *sq.*), alors que la contribution américaine au remodelage du syndicalisme européen après-guerre fut considérable. Une telle synthèse aurait dû faire leur part aux multiples travaux parus depuis vingt-cinq ans sur la question ⁽⁹³⁾ - sans négliger la grande richesse des archives politiques du Quai, notamment des fonds américains et allemands, sur cette question. Combat résolu contre tout syndicalisme "radical", aussitôt taxé de communisme, qu'il s'en réclamât ou non ; financement des opposants aux communistes et assimilés : non seulement grâce aux moyens alloués par diverses agences (de renseignement singulièrement, de l'OSS à la CIA) de Washington (donnée désormais largement admise), mais aussi, au fil des années Marshall, via les crédits de contre-valeur affectés à la "productivité" ⁽⁹⁴⁾ et autres "fonds à la disposition de l'Administrateur" dont une partie secrète était destinée "à financer sans indication de source" des programmes approuvés au plus haut niveau de l'ECA" ⁽⁹⁵⁾.

On favoriserait ainsi, par le truchement de responsables syndicaux modérés, la "sagesse" des ouvriers d'Europe appelés à payer dans le calme requis le coût, fort élevé pour eux-mêmes, de la reconstruction. Les Américains firent souvent et logiquement, comme les classes dirigeantes européennes, appel aux hommes des générations déjà expérimentées, du Britannique Walter Citrine au Français Jouhaux : ceux-là même qui s'étaient après la Première Guerre mondiale efficacement opposés aux tentations bolcheviques d'un prolétariat radicalisé par le conflit et avaient œuvré à la "stabilisation" du capitalisme européen ⁽⁹⁶⁾. Cette vieille stratégie, d'importance désormais d'autant plus décisive que la Porte européenne allait s'ouvrir davantage qu'après 1918, fut mise en œuvre pendant la guerre : elle s'accompagna dans un premier temps, concernant la France, du financement, par l'intermédiaire des syndicats américains (et du TUC du côté des Anglais), des seuls confédérés - au grand dam des unitaires ⁽⁹⁷⁾.

Rappelons à l'occasion que les "missions humanitaires" de l'association CARE ⁽⁹⁸⁾ (p. 207) furent aussi peu charitables que les lamentations de Hoover sur la famine menaçant de submerger l'Europe, vocable qui désignait si souvent la seule Allemagne. L'organisation était financée et protégée par l'État américain lui-même, et son envoi de colis alimentaires et autres s'inscrivit dans la stratégie de conquête, en l'occurrence par la corruption pure et simple, des responsables syndicaux anticommunistes compréhensifs : l'opération revêtit, en Allemagne (500 colis mensuels) et en Autriche singulièrement, un caractère spectaculaire ⁽⁹⁹⁾. Il n'y eut pas que les colis CARE : l'Ambassadeur à Berne Henri Hoppenot, au début de 1947, raconta sans beaucoup plus d'indulgence que les "unitaires" français à l'automne de la même année ⁽¹⁰⁰⁾ - voire dès l'automne 1946, avec Benoît Frachon ⁽¹⁰¹⁾ -, comment Irving Brown, doté par l'État américain de "fonds très importants", se déplaçant partout dans un luxe tapageur, et faisant halte dans les meilleurs hôtels, recrutait des alliés à travers l'Europe occidentale. Il débauchait des hommes mus certes par l'antibolchevisme, mais sensibles aussi aux promesses matérielles de vie facile, de secrétaires, de voitures de fonction, et autres agréments de la vie ignorés par le syndicalisme pauvre ou modeste de l'Europe épuisée ⁽¹⁰²⁾. Ne pas prendre en compte cette donnée socio-économique sous prétexte qu'elle a alimenté la polémique entre courants idéologico-politiques du syndicalisme européen serait négliger une dimension notable des orientations de l'après-guerre. L'historien n'est pas chargé de gommer ce qui irrite, mais d'appréhender ce qui fut. A lire la correspondance du temps, cet élément peu glorieux des réalités scissionnistes compta parmi d'autres.

Dès le Congrès de l'*American Federation of Labor* de novembre 1944, le tandem État-AFL avait assigné sa forme définitive, en vue de l'après-guerre, au vaste programme de modération des classes ouvrières européennes que les pénibles circonstances vécues depuis les années trente avaient fâcheusement radicalisées : c'est alors que fut créé par l'AFL le *Free Trade Union Committee*, financé par l'État américain, dont l'objectif officiel était de liquider les influences "rouges" dans le syndicalisme du Vieux Continent qui serait bientôt libéré de ses occupants allemands. La collaboration étroite avec le Département d'État, vieille tradition⁽¹⁰³⁾, allait jouer un rôle décisif dans les scissions d'après-guerre du syndicalisme d'Europe occidentale - scissions nationales et scission de la Fédération Syndicale Mondiale, autre bête noire, dès sa conception, de l'AFL⁽¹⁰⁴⁾.

Pan majeur du Plan Marshall, la question nous semble en effet située au cœur de la stratégie économique américaine. Mandataires des détenteurs du capital, qui ne pouvaient par définition oeuvrer directement dans un domaine qui leur était si peu familier (les banquiers ne fraient pas avec les prolétaires), les représentants de l'AFL en Europe, Irving Brown à Paris ou Henry Rutz à Francfort, doivent être considérées, si l'on s'en tient à l'importance économique de cet enjeu social, comme des personnalités de premier plan. Même si les "syndicalistes" américains dociles et gâtés, inclus à l'état de traces dans les missions ECA, n'y jouèrent qu'un rôle-croupion⁽¹⁰⁵⁾. Le dossier fut légitimement présenté par les Américains - et les emprunteurs - comme essentiel : il y allait du comportement des ouvriers, de leur acceptation - ou de leur refus - des rigueurs de la reconstruction après celles de la guerre et de l'Occupation. C'est d'ailleurs à mon avis le terrain sur lequel le consensus entre classes dirigeantes ouest-européennes et américaine put s'établir le plus aisément ; par opposition au domaine économique, où les rivalités voire les antagonismes l'emportaient souvent sur l'harmonieux accord.

Considérablement affaibli par ses divisions, le camp d'en face, fût-il officiellement rallié d'enthousiasme à l'ERP contre le "syndicalisme communiste", laissa parfois percer sa nostalgie. On le sentit avec une acuité particulière lorsque le réarmement, orné, au début des années cinquante, d'oripeaux coréens, réduisit encore la part du monde du travail dans le revenu national, et que la dure réalité de l'exploitation rendit plus ardue la tâche idéologique du syndicalisme modéré. Signe parmi tant d'autres que rien ne remplacera pour l'historien le document non destiné à la publication, tellement plus sincère que ceux de l'autre catégorie, les propos privés tenus au Congrès de la CISL de juillet 1951 ne ressemblèrent guère aux proclamations officielles demeurées, sous l'énergique pression des délégués syndicaux américains, en faveur d'un monde "libre" armé contre son gré, pour se défendre contre le mortel péril rouge.

Derrière les tréteaux, des "divergences" avaient séparé "la délégation américaine et certaines délégations européennes" sur la question des "rapports entre syndicats et patrons" ; elles ne s'étaient pas exprimées "en séance, mais elles ont fait l'objet de nombreuses conversations dans les couloirs. Les militants américains reprochent à leurs camarades européens de trop rester influencés par le dogme de la lutte des classes et de ne pas essayer suffisamment de collaborer avec les patrons. Ils ont cité de nombreux exemples d'améliorations substantielles obtenues par les travailleurs américains par une franche et loyale coopération entre le capital et le travail. Ils se sont entendu répondre naturellement que les conditions économiques étaient très différentes en Europe et si aucune des deux parties ne semble avoir convaincu l'autre, le résultat a cependant été que, dans les motions finales, aucune attitude ouvertement anti-patronale n'a été prise par le Congrès"⁽¹⁰⁶⁾.

LES MULTIPLES FACETTES DE LA "PUBLICITÉ" MARSHALLIENNE

Occasion de s'interroger sur les poisons et délices de l'idéologie à l'ère marshallienne. L'auteur dresse une liste éclairante des multiples manifestations de la "publicité" destinée à "magnifier [le don américain] auprès des populations laborieuses" (p. 199 sq.). On perçoit les contraintes du processus, malgré l'absence d'esprit critique de l'exposé, la plaisante distinction entre propagande et information (p. 203) ou la référence à l'ingratitude des Allemands, qui auraient pourtant été aidés par les Américains entre 1945 et 1948 sans "préoccupations de guerre froide" (propos antagonique avec bien d'autres de l'ouvrage).

Le tableau dressé par la correspondance de *tous les volumes ERP* nous apparaît beaucoup moins riant. Outre que les emprunteurs durent financer ladite publicité sur la contre-valeur des crédits en monnaie nationale, c'est-à-dire sur leurs propres deniers, ils subirent les assauts répétés du *Watchdog Committee* du Congrès pour leur manque d'enthousiasme et leur ingratitude. Utile couverture pour l'Administration et l'ECA, notamment son Administrateur, le Président de la Corporation Studebaker, Paul Hoffman, puisqu'on ne cessa dès 1948 de menacer les ingrats de suspension ou suppression de crédits pour expression insuffisante de leur reconnaissance. Les prétextes ne manquaient point pour justifier les caprices présumés du Congrès sur le montant des prêts, la teneur et la livraison des commandes, mais celui-ci fut utilisé d'abondance.

Quant au bilan de l'effort publicitaire, il révèle que l'idéologie, vraisemblablement efficace, ne put suffire à tout : la débauche de moyens consacrés à vanter la générosité désintéressée des Américains ne convainquit pas toujours les destinataires de la vaste campagne, auxquels on citait des "exemples", écrit l'auteur, "faits pour être compris des banlieues rouges" (p. 204). Tant à la lecture de ce livre qu'à celle des dossiers du temps, nous aurions plutôt tendance à penser qu'à Washington on prit les intéressés pour des buses ou des analphabètes : en témoigna dès le début de 1948 l'inquiétude affolée des hauts fonctionnaires devant la grossière tactique de la publicité Marshall sur les savons destinés aux mineurs, savons que la France fut d'ailleurs obligée d'acheter alors qu'elle ne les avait pas demandés (à raison de 200.000 dollars ⁽¹⁰⁷⁾).

Efficacité de la contre-propagande communiste ? Preuve que le tapage idéologique ne pouvait compenser les privations endurées par le monde du travail appelé à payer durement la reconstruction après avoir subi la plus large part des misères de la guerre ? Tout ne ressortit pas à la tactique du chantage - pas de publicité-pas de dollars - dans la fureur des Américains contre l'absence de "reconnaissance" des Français ou l'échec des campagnes lancées à grands frais. Entre deux cris d'indignation sur ce point, ils déplorèrent l'"écho ridicule" (*a pitifully small audience*) de la défense et illustration par FO des "objectifs du Plan Marshall", et admirèrent que "le label de "vendus aux Américains" (*American hired hands*)" appliqué aux syndicalistes ralliés rencontrait chez les Français, très au-delà des prolétaires (*by vast numbers who are not remotely Communists : by labor, industrialists, peasants and white-collar workers*) un écho qui ne nourrit pas le prestige des "partisans déclarés du Plan Marshall" ⁽¹⁰⁸⁾.

Les œuvres vernaculaires des commissions de Productivité - pan important de la "publicité" en faveur du Nouveau Monde - ne soulevèrent guère l'enthousiasme des foules. "Il ne semble pas que la propagande, menée de cette façon, rencontre beaucoup d'échos dans les milieux intéressés par l'aide américaine", conclut en décembre 1951 le Préfet du Cher : la Conférence de presse du "Directeur de l'Exposition sur la Productivité Agricole" organisée au Café des Beaux-Arts de Bourges par "le Centre d'Information de la Mission Spéciale en France de l'ECA" avait attiré "huit personnes seulement" dont, détail plus attristant encore, au moins sept (journalistes et personnalités semi-officielles) étaient venues sur commande ⁽¹⁰⁹⁾.

Et la remarquable synthèse de Carew nous donne avec férocité, sous la retenue de l'exposé, maint exemple de la consternation (demeurée secrète) des amis des Américains lorsqu'ils furent priés d'aller voir sur place, toujours dans le cadre des comités mixtes de la "Productivité", comment les ouvriers américains jouissaient "des merveilles du capitalisme de consommation" et de la "libre entreprise", entonnaient l'"Hymne à la productivité" et pratiquaient sans réserve la collaboration des classes. Le jugement non destiné à la publication différa grandement des propos officiels émerveillés. En toute discrétion, Max Rolland, de FO, ne montra pas plus d'enthousiasme que les émissaires du TUC sur les rudes réalités d'usines pourtant soigneusement sélectionnées à l'attention des visiteurs européens : mauvaises conditions de sécurité, surexploitation et intensification continue de l'effort ouvrier, travail purement répétitif transformant les travailleurs en "esclaves de la machine", obsession dévorante de l'argent à laquelle le monde ouvrier européen n'était pas encore accoutumé, sous-emploi structurel. Seuls, rapporte Carew, certains "radicaux" audacieux osèrent cependant proclamer leur sentiment sincère dans des assises, tel ce militant syndical en 1953 : "Je ne suis pas venu sur cette terre pour travailler chaque minute de ma vie, je veux pouvoir comprendre la musique, pouvoir lire et profiter de notre vie" ; mais les plus dociles n'étaient pas loin de penser ainsi.

Cette "organisation pour le monde des affaires dirigée par le monde des affaires" contribua assurément à la scission des syndicats "radicaux" européens, mais la meilleure "publicité" ne put

faire oublier la maigreur du pouvoir d'achat ⁽¹¹⁰⁾. Les travaux de Carew et notre expérience des archives françaises situent les enjeux du dossier à un tout autre niveau que celui du "culte de la productivité" suggéré par l'étude des "missions de productivité aux États-Unis" (p. 288-293).

Le rappel du nécessaire partage des "gains de productivité (...) entre le capital et le travail", "intérêt du Plan" selon l'auteur (p. 311), ne coûta pas cher : l'utilisation, de temps à autre, du canal des syndicalistes américains (voire européens) pour dire aux emprunteurs et patrons européens qu'ils traitaient, payaient et logeaient mal leurs ouvriers - et étaient donc en dernière analyse responsables de la tenace influence communiste sur le monde ouvrier - mit parfois Bonnet, indigné de tant d'audace, en rage ⁽¹¹¹⁾. La bruyante campagne n'avait qu'un but tactique. Elle donna un utile exutoire aux querelles internes du syndicalisme américain (AFL et CIO demeuraient distincts), aux tensions entre celui-ci et ses amis de la Confédération Internationale des Syndicats Libres. Elle permit d'attribuer aux Américains et à leurs représentants syndicaux un label de progressisme utile à eux-mêmes voire à leurs protégés syndicaux (c'est très net dans le cas français).

Elle fournit aussi une voie détournée, parmi mille autres, pour critiquer, sous un avantageux prétexte "social", des Européens réticents sur telle ou telle autre question : le tapage sur le logement social fut par exemple utilisé au printemps de 1950 pour faire céder le Ministre des Finances Petsche sur les postes d'investissement productif du budget français, dans le cadre des "discussions en cours sur la contre-partie" ; on mettrait à profit, se réjouirent les responsables de l'ECA à Washington, le "soutien à nos objectifs d'investissements de groupes (...) comme les Autorités du Plan Monnet ou les syndicats non-communistes" ⁽¹¹²⁾.

L'habile tactique ne saurait faire oublier l'essentiel : depuis 1946 et les "accords de Washington" très explicitement, et sur un ton de plus en plus ferme au fil des années Marshall, les Américains, avec le Secrétaire au Trésor Snyder et tant d'autres, n'avaient parlé qu'"assainissement" et rigueur salariale ; et ils avaient sérieusement aidé, de façon directe et indirecte, les classes dirigeantes à combattre toutes les grèves. D'ailleurs, tandis que l'on évoquait plaisamment les nécessaires "constructions à bon marché" dans "les banlieues rouges de Paris" sous couvert de "nécessité impérieuse pour édifier une volonté de résister à la subversion communiste", l'ECA voulait bien, plus discrètement, admettre que "la France n'a[vait] pas les moyens d'affronter ce problème pour le moment" ⁽¹¹³⁾.

La Porte Ouverte et les modes de reconstruction ouest-européens passaient dans ce domaine crucial par les mêmes voies : sur ce terrain, étroitement lié à celui des rapports de forces syndicaux, les intérêts du monde patronal européen et des Américains se confondirent beaucoup plus harmonieusement qu'en tout autre point.

LE NOYAU DUR DE L'ÉCONOMIE : QUELQUES EXEMPLES

Les dons et prêts

Pour le reste, un examen attentif des clauses du Plan Marshall met davantage l'accent sur les conflits entre l'impérialisme le plus puissant de la planète et ses partenaires affaiblis. Gérard Bossuat s'en tient à la notion des "dons" et "prêts" alors que les 5%, puis 10% (à dater de 1951-1952, période où la *Mutual Security Agency* avait pris le relais de l'*Economic Cooperation Administration*) de la contrepartie en les débats du Congrès et les décisions de l'Administration relatifs à l'établissement d'un " francs dévolus aux Américains portaient sur la totalité des allocations de dollars. Sans même compter intérêt" sur les "dons" ou à la transformation des "dons" en "prêts" ⁽¹¹⁴⁾, ce seul fait nuance singulièrement le concept de "dons" Marshall. Les Français remarquèrent logiquement dès 1948 que cette exigence "équiva[lait] pour les États-Unis à reprendre en monnaie locale 5% de leur don" ⁽¹¹⁵⁾.

Ou plutôt à établir un intérêt permanent de 5, puis de 10% sur des dons présumés, pourcentage consacré aux "dépenses administratives" des Américains : ces dépenses, *financées donc par les emprunteurs*, comportaient des rubriques aussi peu "administratives" que l'achat des matériaux stratégiques ("pas moins de 5%" à soi seul ⁽¹¹⁶⁾) ; les "frais administratifs", résolument hétéroclites, des représentants américains de l'ERP couvraient aussi leurs fort coûteux besoins

propres (le luxe et les effectifs proliférants des "missions ECA" nourrirent la correspondance de tous les "pays bénéficiaires") ; sans oublier le financement de mouvements et groupements compréhensifs (sans préjudice de l'usage à cet effet syndical des fonds de contre-valeur officiellement affectés à la "productivité" au début des années cinquante) ; les "dépenses administratives" étaient également affectées à la "publicité" imposée par les accords bilatéraux aux emprunteurs en faveur du Plan salvateur.

On notera par ailleurs que les documents statistiques des Finances ne mentionnent que des "crédits affectés" ou "réalisés". Nous nous obstinons à penser, devant la discordance entre la documentation interne et les documents publics, que la question des "dons" n'est pas close.

Achats libres ou forcés ? Réflexion sur les "prêts liés".

G. Bossuat conteste aussi l'importance des "achats forcés" *stricto sensu*. Nous maintenons que les désaccords du début de 1948 n'ont pas porté seulement sur le chewing gum et le savon (les "incentive goods"), mais *sur l'ensemble des envois agricoles* : farine au lieu de blé, pommes de terre non demandées - et pourries -, etc. ⁽¹¹⁷⁾. Les achats de ce type ne se limitèrent pas à la brève période de l'Aide intérimaire : ils furent durablement importants, notamment en matière d'excédents agricoles américains. Il fallut le "boom" coréen pour atténuer l'acuité, affolante en 1949, de la surproduction industrielle américaine, et, à un bien moindre degré, des excédents agricoles permanents : c'est seulement grâce au "miracle coréen" que s'opéra un véritable retournement sur le marché du coton, passé des excédents à la pénurie en 1951 ⁽¹¹⁸⁾. Courte éclaircie d'ailleurs puisque dès 1952 on ne parlait que de la "dépression" qui succéderait promptement à la fin du ""boom" du réarmement", et des "mesures nécessaires [à] prendre (...) avant que la crise n'apparaisse" ⁽¹¹⁹⁾.

Peut-on raisonnablement écrire que 4,4% du total des livraisons ERP à l'Europe pour le seul tabac, achats forcés et "souhaités" (de cette seconde catégorie la correspondance originale ne traite guère) - soit un pourcentage plus élevé que le taux des emprunts à long terme de l'époque -, démontrent l'absence d'achats forcés massifs (p. 143) ?

Nous ne comprenons pas non plus l'opposition établie entre une phase MSA de ventes forcées et la phase ERP (p. 231). Les ventes forcées constituèrent une partie organique des "prêts liés" (selon l'expression des Kolko) qui caractérisèrent, pendant la guerre et depuis, Prêt-Bail inclus, les accords passés avec les États-Unis : les dollars étaient prêtés à des pays contraints d'acheter des marchandises américaines ou de provenance agréée par les Américains.

L'exemple du pétrole

De ce point de vue, on ne saurait admettre sans critique la remarque imputant aux États-Unis la livraison de "seulement 36% de l'énergie" importée par les Européens en dollars ERP, le pétrole provenant en partie du Moyen-Orient et du Venezuela (p. 140). Tout examen des importations pétrolières du temps suppose une analyse du degré de contrôle des capitaux des sociétés en activité dans chaque pays fournisseur par les majors américaines. Or ces dernières se taillaient la part du lion hors de leurs frontières. Dans le cas suédois, les 27% théoriques d'importation du pétrole en provenance des États-Unis, en 1946, se transforment en un pourcentage de "vraisemblablement près de 65%", compte tenu de "l'influence américaine" exercée sur le secteur pétrolier des divers pays concernés (notamment le Venezuela, la Colombie et l'Iran ⁽¹²⁰⁾). En 1946, d'après une estimation de J. A. Loftus, chef du Bureau américain du Pétrole, les États-Unis contrôlaient "48% des réserves pétrolières connues au Moyen-Orient" ⁽¹²¹⁾.

On a une idée du véritable diktat pétrolier exercé par les États-Unis sur les acheteurs - et concurrents - européens dans la correspondance de l'été 1948 sur les façons de Walter Lewy, "expert pétrolier de l'ECA" et "ancien agent de la Standard Oil" - cas de figure absolument représentatif de la composition de l'appareil d'État américain en général, du personnel ECA en particulier ⁽¹²²⁾.

Au cours d'entretiens, en juillet 1948 avec Bonnet, puis en août avec le Français Thomas, "représentant du groupement d'achat du pétrole aux États-Unis", révélateurs à la fois des ambitions américaines dans les Empires coloniaux de leurs alliés et des permanents chantages aux crédits, l'Américain tonna contre la concurrence exercée par les intérêts français contre ceux des

Américains. "Encore plus précis et insistant" lors de la seconde conversation, il déclara "que l'activité de la Compagnie Française des Pétroles gênait les Compagnies Américaines (*sic*), notamment en Afrique et laissait entendre que l'acceptation par l'ECA de notre programme d'importations de produits pétroliers au titre du troisième trimestre, dépendrait des assurances (*sic*) qu'il y avait lieu, à son avis, de donner aux Compagnies Américaines (*sic*) sur la protection de leurs marchés dans les territoires français d'Outre-Mer" ⁽¹²³⁾.

Les archives françaises révèlent les invraisemblables exigences présentées par le porte-parole étatique des majors américaines : prix prohibitifs, justifiés par l'argument "que si l'objet de la loi de coopération économique était de promouvoir le relèvement européen, son texte précisait également que l'économie américaine doit être pleinement protégée quelles que puissent être les conséquences des mesures prises à cet effet. [...M. Levy] nous a affirmé catégoriquement qu'il refusait de revenir sur cette question en dépit des conséquences qu'elle peut entraîner et qu'il n'ignore pas" ⁽¹²⁴⁾. Prétention à l'écrasement de la concurrence européenne qui provoqua la protestation de Guillaumat contre "des mesures de discrimination en faveur des sociétés purement américaines" et fournit l'occasion d'avouer avec un visible regret - et une grande prudence dans la formulation - qu'on avait déjà beaucoup cédé aux grandes Compagnies américaines, "plusieurs fois au détriment de l'intérêt immédiat apparent de la France" ⁽¹²⁵⁾.

Exigences que subirent tous les "pays Marshall" (on trouve la mention de "pays ERP" parfois dans la correspondance de Bonnet, fort souvent dans les courriers américains reproduits par les *FRUS*). Figure en tête le Royaume-Uni, premier concurrent dans ce domaine, qui fut confronté à un permanent chantage pétrolier sous les prétextes les plus divers ⁽¹²⁶⁾.

Le succès de ces pressantes demandes engendra de fabuleux super-profits, le terme étant entendu dans son sens le plus strict. Un coin du voile fut levé en décembre 1948 sur les avantages américains de l'ERP, malgré la nationalité arabe théorique du pétrole, par un article du journaliste Stone, dans l'organe américain de gauche *New York Star*. Étude solidement documentée selon Bonnet, qui admit que les accusations du journaliste étaient "dans l'ensemble justifiées", et n'émit que des réserves fort molles et non argumentées, contre les calculs effectués par celui-ci. Critiques visiblement destinées à atténuer l'effet extrêmement fâcheux des révélations sur les prix pétroliers fixés à leur gré par les Américains et appliqués sans discussion à leurs emprunteurs ⁽¹²⁷⁾.

"Des bénéfices considérables voire scandaleux" avaient été accumulés par les Compagnies anglo-américaines qui livraient le pétrole du Moyen-Orient aux pays du Plan Marshall sur crédits ERP : le prix du carburant était facturé aux importateurs européens sur la base du cours établi dans les ports du Golfe du Mexique, soit 2,65 dollars le baril, alors que le prix de revient du produit dans le Golfe Persique avoisinait 34 cents le baril (huit fois moins), redevances versées aux souverains locaux incluses. En septembre 1948, plus de 20 millions de barils avaient été dirigés du Canal de Suez vers l'Europe ERP, 12 millions de pétrole brut, 8 de raffiné, sur lesquels "la marge bénéficiaire serait encore plus forte". A raison d'un dollar par baril de pur superbénéfice, hypothèse minimale, les majors avaient engrangé sur une base annuelle "250 millions de dollars [de] bénéfices abusifs (...) aux dépens du contribuable américain et de l'Europe" ; chiffre auquel il convenait d'ajouter les "autres profits scandaleux" tirés de l'affrètement des pétroliers loués à des tarifs supérieurs de 290% à ceux fixés par la "Maritime Commission" ⁽¹²⁸⁾ (on reviendra plus loin sur ce surcoût obligé qui pesa très lourdement sur les déficits des paiements européens d'après-guerre).

Le commerce Est-Ouest : tout autre chose que la "querelle Est-Ouest"

Sur le fond économique des choses, Gérard Bossuat admet désormais ce qu'il contestait auparavant : notamment que l'embargo américain contre le commerce Est-Ouest ne fut ni coréen ni imputable aux incapacités commerciales de l'Est ⁽¹²⁹⁾. Mais le "Blocus de Berlin" - à propos duquel les fonds spécifiques du Quai incitent pourtant à une révision radicale des thèses dominantes ⁽¹³⁰⁾ - remplace parfois ici la Corée de naguère (p. 209) ; et la vieille thèse de l'"erreur initiale [de l'URSS] de se couper du monde" (p. 313) est reprise sans être, et pour cause, étayée. Rappelons que dès 1968, sans disposer d'archives alors inaccessibles, le chercheur suédois Gunnar Adler-Karlsson montra que la brutale contraction du commerce Est-Ouest à l'époque du Pacte atlantique n'était imputable ni à l'incapacité commerciale et productive de l'URSS ni à sa volonté d'isolement obstiné ou à sa méfiance obsessionnelle à l'égard des Occidentaux ⁽¹³¹⁾.

Ni le "Blocus" berlinois (qui n'en fut pas un, malgré les apparences) ni la Corée ne constituent des facteurs explicatifs d'un embargo américain (ou d'une tentative) aux vieilles racines économiques. Le Plan Marshall codifia ou systématisa ce que les pratiques américaines avaient amorcé dès la fin de la guerre, période qui permit la reprise du commerce inter-européen interrompu par le conflit - mais menaça aussi d'éviction, au moins partielle, les Américains qui prétendaient inonder de leurs marchandises le continent à reconstruire : chaque cas national confirme, sur ce point, la démarche des Kolko. Le dossier scandinave, et surtout suédois, que nous avons étudié comme modèle représentatif de la tentative d'ensemble d'embargo américain, révèle le phénomène de façon particulièrement spectaculaire⁽¹³²⁾.

C'est dire que le Plan Marshall offrit à Washington l'occasion de tenter de régler à son avantage un vieux différend avec ses alliés-concurrents européens. Les clauses anti-commerce Est-Ouest, qui ne devaient strictement rien à la hantise du "potentiel militaire" des Soviétiques (explication rituelle mais mensongère du Département d'État) ou à "la querelle Est-Ouest" (p. 208), furent explicitement inscrites dans l'*Economic Cooperation Act* du 3 avril 1948. Dans des termes qui infirment la remarque suivante de l'auteur sur les "interdictions" commerciales signifiées à l'automne 1948 par les Américains aux signataires des accords du début de l'été (p. 209-210) : "l'accord bilatéral du Plan Marshall (...) n'avait rien prévu de tel".

L'affirmation nous paraît aventurée : la section 117 (d) de la "Loi de Coopération économique" habilitait l'Administrateur de l'ECA à refuser "livraison aux pays participants de matières premières entrant dans la production de produits destinés à être exportés dans les pays européens non-participants, au cas où les États-Unis refuseraient d'accorder des licences d'exportation vers ces pays, de ces mêmes produits, dans l'intérêt de la sécurité nationale"⁽¹³³⁾. De ce chantage aux crédits et aux produits importés exercé sur les emprunteurs à l'interdiction pure et simple de leur fructueux commerce avec les proscrits de l'Est - qui concernait forcément nombre de produits similaires à ceux livrés via l'ERP -, il n'y avait pourtant pas très loin.

Au-delà même de l'embargo contre l'Est, tout le commerce inter-européen et même au-delà fut menacé par l'interdiction de réexportation de produits *similaires* à ceux livrés au titre de l'Aide américaine. L'interdit ne concernait pas exclusivement, au contraire de ce qu'écrit G. Bossuat, la réexportation des "marchandises ERP (...) telles quelles" (p. 209) - prétention qui eût déjà été intolérable au contrôle général du commerce extérieur des emprunteurs par le prêteur : les États-Unis interdirent ainsi à la France de fournir en avril 1948 à l'Italie les livraisons de charbon prévues par l'accord du 2 janvier 1948 conclu entre ces deux pays, sous le prétexte que toute réexportation de produits *similaires* à ceux expédiés dans le cadre de l'Aide intérimaire était interdite⁽¹³⁴⁾.

Vieille clause destinée à conforter la supériorité commerciale américaine, en éliminant les concurrents potentiels, et qui avait été incluse dans les accords de guerre : Londres avait dû s'engager "à ne rien réexporter qui fût fabriqué avec des matériels de Prêt-Bail ou même des choses substantiellement similaires aux matériels livrés au titre du Prêt-Bail". Cette clause non réciproque, ne pénalisant que l'emprunteur, présentée comme à l'accoutumée comme une exigence du Congrès, avait activement contribué au "remplacement global des firmes britanniques par les exportateurs américains sur nombre de marchés qui avaient été traditionnellement les leurs en Amérique latine, au Moyen-Orient et même en Australie" ; elle avait provoqué une levée de boucliers parmi les industriels britanniques, en particulier ceux de la métallurgie, qui firent "pression pour mettre fin aux importations de matières premières de Prêt-Bail bien avant la fin de la guerre". R. Hathaway impute cette accusation à une incompréhension anglaise des vrais problèmes, mais l'ensemble de son livre démontre le contraire⁽¹³⁵⁾.

G. Bossuat motive donc toujours l'action américaine, ce que nous contestons, par "la guerre froide", dont le *Cocom* serait "un fruit" (p. 213) : "fruit" livré au public à l'heure propice de l'urgente "défense occidentale" alléguée, mais conçu et venu à maturité bien loin des terres coréennes. Rappelons à l'occasion, sur l'inexistence du danger militaire soviétique, entendue notamment en termes de puissance industrielle, la perception aiguë des Américains, étudiée notamment par Melvyn P. Leffler⁽¹³⁶⁾.

La clause 50-50

En précisant que chaque stipulation économique des accords de l'été 1948, remaniés et aggravés annuellement sur l'apparente exigence du Congrès, mériterait pareille recension ⁽¹³⁷⁾, relevons à seul titre d'exemple la fameuse clause 50-50 concernant le transport des produits ERP sur des navires à 50% américains au minimum (p. 115). A peine évoquée ici, elle inspira pourtant de véritables cauchemars aux nations maritimes, dont elle menaçait à la fois la balance des paiements déjà fort mal en point, et surtout la reconstruction des flottes et leur survie. Cette clause léonine (Section 111, paragraphe 2, alinéa (b)), aggravée encore à dater de 1949, occupe dans tous les volumes relatifs à l'ERP une place notable ⁽¹³⁸⁾. Elle fut en effet précocement et légitimement comprise dans sa double dimension : à la fois prime automatique versée à une flotte traditionnellement faible et médiocre, miraculeusement gonflée par la guerre récente, et obstacle à la reconstitution rapide du potentiel européen détruit ou sérieusement atteint par la même guerre.

On était loin des grandes déclarations américaines contenues dans le texte du *General Agreement on Tariffs and Trade* sur la liberté commerciale avec cette exigence qui, selon les termes modérés du Ministre des Affaires Etrangères Robert Schuman en janvier 1949, "sembl[ait] en contradiction avec les principes de non-discrimination de pavillon, posés par la Convention de l'Organisme Consultatif Maritime (...) signée à Genève en mars 1948" ⁽¹³⁹⁾. Elle fut accompagnée de "sanctions" et "amendes" *stricto sensu* pour les réfractaires (tous le furent, et pour cause, à des degrés divers) : le coût de l'"infraction à une Loi (*sic*) américaine" - ahurissant concept appliqué à des pays qui ne relevaient pas de la législation américaine - s'éleva en 1949 à un chiffre situé entre 100 et 200 dollars par tonne de marchandise transportée ⁽¹⁴⁰⁾. "Véritable pénalisation financière dépourvue de base légale", commentèrent avec force les deux hauts fonctionnaires de Sailly et Guindey ⁽¹⁴¹⁾ (déjà rencontré). La procédure illégale contraignit les Français, vraisemblablement comme d'autres nations, à "évincer, au moins partiellement, le troisième pavillon" - autrement dit, entre autres, les échanges intereuropéens -, ce qui supposait une discrète "action administrative" pour "limiter [le choix des transporteurs privés aux pavillons américain et français]" ⁽¹⁴²⁾.

Cette "clause de pavillon" ne saurait être définie comme l'un des nouveaux caprices du Congrès, au contraire de ce qu'indique le livre (p. 115). Les emprunteurs avaient depuis la guerre et ses lendemains immédiats éprouvé toutes les rigueurs de la volonté américaine de "conserver la suprématie en tonnage conquise pendant la guerre" et d'obtenir "que l[a...] Marine Marchande américaine puisse continuer de prospérer malgré la concurrence des flottes européennes renaissantes" ⁽¹⁴³⁾. La clause sur le fret avait été d'une certaine manière annoncée par Dean Acheson - personnalité éminente s'il en fût du Département d'État, dont W. A. Williams souligne l'extrême et précoce inquiétude sur les lendemains de la guerre ⁽¹⁴⁴⁾ - avant même la fin du conflit : il "recommande, rapporta Bonnet dès mars 1945, la vente de bateaux-marchands [américains] à des pays étrangers", qui permettrait "un rétablissement économique plus rapide" et éviterait "une surproduction (...) qui à la longue, résulterait inévitablement des constructions entreprises par chaque pays" ⁽¹⁴⁵⁾.

A défaut de pouvoir vendre à tous (comme à Londres et Paris) de coûteux et inutiles surplus de navires, Washington contraignit tous les emprunteurs à recourir pour transporter les marchandises achetées aux États-Unis aux services de la Marine américaine. Une stipulation en ce sens fut insérée dans tous les accords financiers conclus avant le Plan Marshall : ainsi une clause "100%" fut-elle en octobre 1946 attachée aux prêts de l'Eximbank à la Norvège, provoquant une vraie tempête dans cette nation maritime par excellence ⁽¹⁴⁶⁾. Quant aux zones sous contrôle américain direct - Bizone, Autriche, Trieste - elles durent, avant comme pendant l'ère Marshall, enfler leurs dettes à l'égard des États-Unis de ce coût supplémentaire obligé : "les marchandises à destination [de ces] territoires (...) sont normalement transportées en totalité sur navires américains" ⁽¹⁴⁷⁾.

Cette clause nous paraît entre toutes significative de la véritable hantise américaine de la récession, qui ne se masqua même pas dans les rapports des grandes Commissions américaines (Harriman, Nourse, Krug, etc.) chargées de mettre au point depuis l'été 1947 la nouvelle étape des crédits à l'Europe ⁽¹⁴⁸⁾. Dans le domaine de "la Marine Marchande" comme en bien d'autres, l'étape du Plan Marshall, après celle des crédits de l'immédiat après-guerre, servit à esquiver "une crise (...) plus profonde qu'une simple crise de réadaptation aux conditions de paix" ⁽¹⁴⁹⁾.

Il est par ailleurs dommage que le coût de ce fret n'apparaisse pas dans les tableaux de "répartition générale des livraisons ERP à l'Europe" (p. 142). Cette pure et simple contrainte imposée par Washington se chiffrera en effet pour la France - pays vraisemblablement pas le plus mal loti, comparé aux zones d'occupation américaines *stricto sensu* - entre le 3 avril et le 30 septembre 1950, à la bagatelle de 13,9% des "crédits affectés" (235,7 millions de dollars sur un total de 1693,3) - soit plus que le total des importations alimentaires (212,9) ⁽¹⁵⁰⁾. En quoi y eut-il en l'espèce contribution au relèvement de l'Europe ? Nous y voyons à l'inverse une entrave majeure à l'entreprise en question.

Les unions douanières

G. Bossuat décrit souvent sans détours le véritable bluff des "unions douanières", dont personne ne voulait : la "proposition" fut lancée par ceux qui les redoutaient le plus pour faire sans risque plaisir au prêteur, et gagner du temps (p. 94 sq). Mais, après avoir montré sur ce point une France au moins aussi hypocrite, en compagnie de l'Italie, que les Nordiques, pourquoi affirme-t-il qu'elle "n'avait pas été assez forte pour imposer une Fédération ou même une union douanière ?" (p. 106). L'argumentation est parfaitement antagonique avec la répugnance profonde de la France à l'égard de la fameuse "union douanière" où il fut, dès l'origine, question d'inclure l'Allemagne, alors que Paris multipliait les "propositions" dilatoires, (telles celles d'Alphand d'août 1947) pour esquiver cette exigence fondamentale des Américains ⁽¹⁵¹⁾.

Pourquoi imputer au politique ou au militaire ce qui relève d'une logique économique : qu'est-ce que le "tragique" (en quoi, du point de vue qui nous occupe ?) "coup de Prague" eut à voir avec les unions douanières, dont le caractère "culturel" (p. 98-99) prétendu fit sourire les diplomates (Jean Chauvel en particulier), dans leur correspondance de janvier 1948 (avant ledit "coup") et des mois suivants (*Z Europe Généralités* "Alliance occidentale") ? Rappelons à cette occasion que "le "suicide" avéré de Masaryk ne méritait pas les faciles guillemets (p. 111), si l'on en croit la thèse argumentée en ce sens de l'Ambassadeur américain Steinhardt lui-même ⁽¹⁵²⁾.

Les "matières premières stratégiques"

G. Bossuat analyse également (p. 147 sq.) l'intérêt majeur porté par les Américains aux "matières premières stratégiques" de leurs alliés-rivaux détenteurs d'Empires, objet visé par le fameux article IV des "accords Marshall" bilatéraux absolument uniformes, avant tout prétexte "coréen", comme nous l'avons montré en 1988 pour l'Afrique du Nord ⁽¹⁵³⁾. La légère modification de l'article IV, évoquée par l'ouvrage ("la fameuse réserve : *"chaque fois que cela sera possible"*", à l'accès américain aux ressources nationales de leurs emprunteurs) (p. 115), donne une idée fidèle de la réalité des "négociations" alléguées par les signataires européens des "bilatéraux" pour légitimer le paraphe apposé sur un texte "imprésentable" à une Assemblée souveraine.

Ledit article, qui conférait en droit aux Américains l'invraisemblable égalité avec les ressortissants nationaux de chaque pays dans "l'accès aux matières premières" (autre principe exorbitant du droit commun), visait tous les signataires, même quand ils n'avaient pas d'Empire : ainsi la Suède fut-elle pressée de céder à bas prix à l'acheteur américain sa pâte à papier si demandée (et payée à bon prix) par d'autres acheteurs ; et la grave crise des paiements à laquelle elle fut confrontée la conduisit à des concessions en 1947-1948 ⁽¹⁵⁴⁾.

G. Bossuat montre, sans aller jusqu'à cette conclusion, à quel point l'impérialisme américain contribua à l'éviction des colonisateurs européens, qu'il prétendait de longue date supplanter, sous prétexte d'anticolonialisme d'une nation elle-même naguère émancipée des chaînes coloniales anglaises. Un certain nombre d'éléments de l'exposé tendent à ruiner la thèse expliquant cette dureté notamment par les "humeurs changeantes" du Congrès (p. 153). C'est bien la satisfaction de "leurs intérêts" (p. 155) qui inspira la stratégie des décideurs américains, toutes catégories confondues. De façon systématique, nombre d'auteurs ont démontré le consensus des décideurs américains sur ce point, notamment depuis la guerre ⁽¹⁵⁵⁾. L'accord parfait régna, malgré les apparences, entre

l'exécutif et le législatif, comme le prouve, entre tant d'autres, le cas du bruyant sénateur Rodes, à la fois président de la section marocaine de l'*American Legion*, de la Chambre de Commerce au Maroc et agent de la CIA, en combat permanent contre la France coloniale au bénéfice des revendications commerciales de Washington - et de lui-même. Et les métropoles européennes qui avaient encore conservé, au début des années cinquante, quelques lambeaux de l'ancien domaine du Pacte Colonial, purent constater une harmonie aussi complète entre les Démocrates et les Républicains. En Afrique du Nord, les Français observèrent une solution de continuité purement verbale chez les Républicains à partir de 1953 : officiellement partisans de l'ordre et de la poigne, flattant plus outrageusement encore les coloniaux en veine de répression et de combat anti-rouge (même quand les rouges manquaient à l'appel), ils préparèrent aussi activement que leurs prédécesseurs la relève désormais à portée de main⁽¹⁵⁶⁾.

Les exemples coloniaux désormais étudiés montrent que la "politique africaine" de Washington ne fut pas élaborée "à la petite semaine", au gré des caprices présumés du Capitole. Quant à "la lutte contre la subversion communiste" (p. 153) - y compris dans les nombreuses régions ou nations où le péril était absolument inexistant -, elle dissimulait à peine une véritable boulimie économique, des matières premières au commerce : succédant à beaucoup d'autres et significatives d'une situation générale, les conversations franco-américaines des 25 et 26 septembre 1950 sur l'ensemble de l'Afrique française révèlent que "le problème du communisme", occasion d'une joute en langue de bois occidentale à souhait, ne pesait pas lourd à côté de "la coopération franco-américaine dans le domaine des matériaux stratégiques" et de "la question des importations sans devises" au bénéfice des hommes d'affaires américains au Maroc⁽¹⁵⁷⁾.

Une solution de continuité coréenne ?

Les "prêts liés", vieille tradition maintenue lors de la mise en place de l'Aide Intérimaire, se poursuivirent à l'étape suivante⁽¹⁵⁸⁾. Les emprunteurs furent excédés par l'impossibilité permanente, aggravée à l'ère coréenne où la "défense du monde libre" couvrit opportunément toutes les prétentions commerciales américaines qui n'avaient rien de "coréen", d'établir des programmes durables d'importation respectés par le pays fournisseur. Ce que Werner Abelshausen relève en Allemagne - les retards systématiques de livraison (p. 141-142) - emplit aussi la correspondance "ERP" française, sans parler des désignations ou suppressions autoritaires de marchandises qu'il plaisait ou non à Washington d'expédier.

Une fois écarté le rite de l'auto-satisfaction souvent exprimée d'emprunter à l'Amérique, qui eut aussi valeur d'auto-justification des choix fondamentaux de l'après-guerre, on ne lit guère que ce souci dans la correspondance de Bonnet et de ses collaborateurs. Le contenu des fonds depuis la guerre (et pas seulement depuis 1947) s'inscrit plus généralement en faux contre la thèse d'une solution de continuité "coréenne" (p. 217) : la Corée offrit à Washington de nouveaux moyens de pression sur des alliés de plus en plus réticents, rien de plus - comme en témoigne notamment le *vieux* dossier du commerce Est-Ouest, ou plus largement, du commerce intereuropéen bilatéral.

L'auteur évoque de loin en loin la panique "coréenne", mais comme par sacrifice à la tradition, et sans la considérer comme un élément essentiel. On saisit mal d'ailleurs, si l'URSS effrayait tant, pourquoi les pays concernés résistèrent si fort à l'"aide militaire" américaine. On le comprend mieux à la lecture des fonds économiques, militaires et politiques et des *FRUS* des années cinquante : pour des économies dont la reconstitution du secteur civil était à peine achevée, le réarmement imposé par les États-Unis, avec une vigueur accrue depuis la *crise de 1949* - mais dont on saisit les multiples prémices dès 1948 -, fut ressenti comme une charge insupportable. A l'époque où les importations "anormales" caractérisant la période antérieure étaient considérablement amoindries par la restauration des forces productives européennes, ces massives importations d'armements américains aggravèrent à nouveau le *dollar gap* creusé par le protectionnisme de roc de Washington.

Certes, la conjoncture frappa de plein fouet les populations ouvrières, que les syndicalistes raisonnables, tel le Belge Paul Finet, Président de la CISL, étaient chargés de convaincre de la nécessité de "donner la priorité à l'effort de réarmement" pour échapper aux griffes des Soviets, "tout en admettant que ce réarmement était lui-même contraire aux intérêts immédiats des

travailleurs" : on tenterait, sans enthousiasme à lire le compte rendu du Congrès de Milan de la CISL de juillet 1951, de les gagner à l'idée que c'était "la seule façon de conserver leur dignité et leur liberté et d'avoir l'espoir de connaître un jour le bien-être et la sécurité" ⁽¹⁵⁹⁾.

Mais le poids du réarmement américain, pour cause de crise de reconversion, apparut insupportable aussi, en tous cas à certains points de vue, aux décideurs européens ⁽¹⁶⁰⁾. Même à un pays comme la France dont la guerre contre l'indépendance indochinoise alimentait un important budget militaire : les conditions léonines de l'"aide militaire" et des achats *off shore* le montrent, qui, écrit G. Bossuat, transformèrent l'"affaire /en/ cauchemar" (p. 227).

La vive résistance opposée par les Français, les Britanniques et les autres contre le forcing américain de l'ère coréenne, notamment contre la tentative de blocus d'un commerce Est-Ouest concurrençant les productions américaines, constitue une réalité autrement plus solide que le souci de ne pas renouveler à l'égard de Staline "les faiblesses coupables de la France et de l'Angleterre envers Hitler" (p. 232) ⁽¹⁶¹⁾. Les fonds politiques et atlantiques du Quai 1949-1955 ne révèlent aucune véritable rupture, en matière de relations économiques, avec la période précédente.

Que signifie la référence au "règne humiliant du bilatéralisme" présumé nouveau en 1951 (p. 226 *sq.*), sur base coréenne, alors qu'il ne fut jamais question que de "bilatéraux Marshall" ? C'est toujours directement avec Washington que les membres de l'OECE puis du Cocom durent négocier, puis signer des textes (ou prendre des engagements non écrits, tels les neutres suédois et suisse à propos de l'embargo sur le commerce avec l'Est, parfaitement antagonique avec leur neutralité). La documentation relative aux premières années de l'OECE ôte toute substance à l'argument "qu'en 1948 /le Congrès/ avait généreusement laissé les Européens s'organiser et gérer l'argent américain" (p. 229). Les organisations de l'Europe "ectoplasmique" ne furent utilisées que dans la mesure où elles étaient à tel moment jugées par Washington plus souples et maniables que la procédure de la discussion bilatérale. Les fonds américains des *FRUS* le montrent plus clairement encore, si possible, que les archives françaises : des préparatifs des accords Marshall à ceux de la CED en passant par le Cocom où les Américains traînèrent littéralement à la table de "négociation" les Européens plus que réticents, la double méthode fut utilisée avec maestria - sans pouvoir abolir les "limites" (Kolko) objectives de la puissance américaine et des résistances des Européens à l'inacceptable.

DOLLAR ET CULTURE EUROPÉENNE

Sur les influences culturelles américaines, dont la contestation est, de façon injurieuse et sans démonstration, imputée "aux décisions du Kominform et à l'appel de Stockholm" - du vin au livre en passant par le cinéma -, l'étude est résolument plus idéologique que scientifique. Nous nous interrogeons sur la curieuse thèse des "retards français et européens en matière de consommation", Coca-Cola étant ainsi promu au rang de la Modernité par essence contre les passéistes ou habiles propagandistes défenseurs de la "valeur "nationale" (*sic*)" du vin (rouge) entendu comme "la vraie civilisation". Nous contestons cette équation, et estimons en avoir parfaitement le droit sans encourir les sarcasmes accablant "les critiques ridicules des anti-américains (*sic*)" (p. 300). Le postulat ne nous paraît pas plus pertinent que celui avancé publiquement sans rire en juin 1992 par M. Fitzgerald, alors PDG d'Euro Disney, sur la contribution éminente des Américains à l'émergence d'une culture proprement européenne à Marne-la-Vallée ⁽¹⁶²⁾.

Quant au cinéma, que les historiens s'efforcent d'obtenir un meilleur accès aux sources verrouillées du dossier avant d'affirmer que le "plein succès" des productions américaines tint à une sorte d'enchantement spontané du public, "demandeur" des merveilles créées par Hollywood dont il avait été si longtemps privé (p. 299). L'historiographie américaine, située sur le solide terrain de l'économie et du profit, se montre plus sensible à une problématique fixée dès la naissance du cinéma de masse par les milieux économiques américains eux-mêmes. L'importante revue *Collier's* révéla sans détours dès 1918 que le cinéma américain constituerait la discrète et précieuse avant-garde des exportations générales : le film américain "familialise l'Amérique du Sud et l'Afrique, l'Asie et l'Europe avec les us et coutumes américains. Il les accoutume au mode de vie américain. Il leur montre des vêtements, des meubles, des automobiles et des maisons américains. Et il crée de façon subtile mais sûre le désir d'acquérir ces articles de fabrication américaine" ⁽¹⁶³⁾. On a presque

honte de rappeler ces vérités élémentaires qui, l'auteur fort peu marxiste de cette vieille citation le rappelle, ne sont pas l'apanage de la "propagande communiste", terme récurrent de l'ouvrage.

On ne discernait guère l'émerveillement spontané des foules lorsque, à l'été 1945, Washington, agacé par le manque d'empressement des Français à discuter enfin des "échanges cinématographiques" (et du "projet de traité d'aviation civile"), dénonça, selon le rite, leur goût pour l'"autarchie (*sic*), la protection douanière et la discrimination", et réclama sur ces deux questions l'ouverture de "négociations (...) le plus tôt possible" ⁽¹⁶⁴⁾. Les vilains autarciques n'étaient en effet pas pressés de subir l'invasion du cinéma "libre" américain.

Au cours des négociations franco-américaines à Washington de mars à mai 1946 (et dans la période qui les précéda), les représentants français prévirent et redoutèrent explicitement, entre autres, l'effroyable crise du cinéma national : non protégé, il ne résisterait pas à la marée d'un cinéma américain surpuissant et soustrait pour sa part à la concurrence européenne par une infranchissable barrière de protections. Cette seule correspondance réduit à la pure idéologie l'argumentation de l'auteur, conforme à celle de Jacques Portes, qui pense avoir démontré le non-fondement de la "légende noire" concernant les accords Blum-Byrnes en la déclarant sottise ⁽¹⁶⁵⁾. L'argument fut précisément utilisé par Blum le 10 septembre 1946, en pleine campagne lancée avec l'indispensable concours du "Ministère de l'Information" ⁽¹⁶⁶⁾, pour apaiser l'indignation française contre les accords "séparés" sur le cinéma, qui dans l'éventail politique dépassait singulièrement la sensibilité communiste.

Fruit d'une capitulation française spectaculaire en effet : on envisageait en mars 1946, en étant déjà résigné à céder beaucoup, de "réserver à la production française un certain nombre de semaines, en principe six sur treize" ⁽¹⁶⁷⁾ ; le texte particulièrement léonin signé le 27 mai par Blum et Byrnes lui octroya l'aumône encore rétrécie de "quatre semaines sur treize", "la concurrence /étant/ libre" au cours de la période restante du trimestre. Cette "liberté" formelle eût à elle seule rendu possible la disparition de toute production française, mais elle ne suffit même point aux mandataires des firmes de Hollywood : l'arrangement alla explicitement jusqu'à prévoir "éventuellement la suppression de toute projection" française dans les salles ⁽¹⁶⁸⁾. On comprend aisément qu'il ait été dissocié du reste (qui n'était pourtant pas tendre) des accords Blum-Byrnes pour échapper à l'examen fâcheux du Parlement français ; et pas seulement, comme le prétendit une note précisément consacrée à la délicate question de la "ratification /française/ des accords de Washington", parce que l'on "redouta/i/t la réaction du Congrès américain" ⁽¹⁶⁹⁾.

L'espèce de frénésie des Américains pour s'assurer de très fortes positions dans l'Allemagne occupée ⁽¹⁷⁰⁾ confirme, parmi tous les autres exemples de la domination mondiale des États-Unis sur l'industrie cinématographique, l'utilité du levier marshallien pour "trouver à l'étranger une partie des débouchés qu'e les firmes américaines vo/ya/ient se fermer aux États-Unis mêmes". L'Est lui-même n'échappa pas entièrement en ce domaine à l'hégémonie des Américains, qui ignoraient absolument le concept de réciprocité. Bonnet décrivit ainsi le voyage estival de 1948 en Europe - Est inclus - d'Eric Johnston, Président, depuis 1936, de la *Motion Picture Producers Associations*, et ses "négociations" (véritable antiphrase) avec Moscou : les Soviétiques devraient acheter des "groupes de vingt films (...) choisis sur une liste d'environ cent", formule "à prendre ou à laisser" (clause qui avait constitué le seul élément de négociation, si l'on peut user du terme, puisque le représentant des producteurs américains n'avait au début pas voulu transiger au-delà d'un "choix" sur une liste de cinquante ⁽¹⁷¹⁾) ; les films seraient payables en dollars, et l'acquisition ne donnerait lieu à "aucune contrepartie" : Johnston refusa catégoriquement la vente de films soviétiques aux États-Unis (...) en faisant remarquer que le marché américain était libre" ⁽¹⁷²⁾.

LES AMÉRICAINS DANS L'EUROPE MARSHALL : DES MENTORS ?

G. Bossuat a peine à accepter l'idée que la procédure de l'ECA institua dans l'Europe Marshall une présence, une pression permanentes et difficilement supportables des Américains. Elle est en effet peu compatible avec celle, gommeuse *a priori* des conflits entre Amérique et Europe occidentale, que refuser le Plan Marshall était "se révolt/er/ contre le destin" (p. 91).

Le livre oppose volontiers l'exemple occidental à celui de l'Est, qui eût subi l'intolérable diktat des Soviétiques : vérité révélée de l'historiographie française ⁽¹⁷³⁾ que des travaux de *recherche*

n'ont pas encore démontrée. Qu'on n'invoque pas le forfait des archives soviétiques, les fonds occidentaux auraient permis depuis longtemps des avancées sur ce terrain. Si l'on veut comparer les pratiques de Washington et de Moscou, il faut s'atteler à l'étude de la correspondance relative à l'URSS, non saisir une comparaison dont on ne maîtrise pas scientifiquement l'une des données (la soviétique) pour échapper aux conclusions tirées de celle qu'on maîtrise (l'américaine). Et quoiqu'il en soit des horreurs sises derrière le "rideau de fer", l'Europe occidentale n'a pas eu affaire aux Soviets mais aux Américains. Quant aux clauses économiques des accords américains, elles ne devaient rien aux méfaits réels ou présumés des Soviets.

L'exposé des situations nationales des emprunteurs infirme l'argumentation de principe optimiste de l'auteur : le "contrôle permanent de bonne utilisation des produits ERP" fut en effet général (p. 198). Le délicieux euphémisme de "la transparence mal supportée" (p. 183) désigne l'irritation (c'est parfois peu dire) des hauts fonctionnaires français à l'égard des Américains demandant des comptes à tout moment et à tout propos (p. 180-184). Que les premiers aient après-coup nié ce sentiment, en insistant fort sur le consensus entre leurs propres priorités et celles des sages Américains, ne saurait, on l'a dit, effacer leur correspondance du temps, si souvent claire sur les antagonismes d'intérêts entre Français et Américains. G. Bossuat fait plus que le suggérer en citant Guyot, de la Direction du Trésor, proposant sarcastiquement que les Américains s'installent plutôt "directement dans /s/on bureau ou mieux dans celui du ministre" (p. 182).

Prétendant "pasticher la propagande communiste", l'auteur décrit "des mentors sourcilieux et parfois odieux, toujours encombrants, mais salutaires parfois" (p. 215) : curieuse et vieille justification selon laquelle les Américains, paternels tuteurs des Européens, auraient tapé sur les doigts de ces incorrigibles enfants pour leur bien. On y a grandement recouru, on le sait, pour justifier la colonisation des bons ou mauvais sauvages, si déraisonnables, par les civilisés. Mieux vaudrait s'attarder sur les raisons profondes pour lesquelles, aussi antibolcheviques fussent-ils, les Européens jugèrent si souvent intolérable la férule, malgré le solide consensus socio-politique qui les unissait au prêteur et protecteur américain.

L'argument invoquant l'Allemagne nazie pour mieux repousser la scandaleuse comparaison (*gauleiter* contre "mentors", Quislings contre qui ?, p. 214-215) relève de l'intimidation, pas de la démonstration scientifique. Il nous semble préférable de comparer sur le terrain historique - la lecture des procès-verbaux des réunions bilatérales - le rôle réel des Allemands et des Américains : la consultation des documents publiés de la Commission d'Armistice de Wiesbaden en 1940-1941⁽¹⁷⁴⁾ rend la comparaison moins taboue que ne le prétend l'auteur. Certaines confidences excédées des Européens devant l'arrogance des équipes de l'ECA allèrent d'ailleurs jusqu'à la mise en parallèle, jugée ici si indécente : ce sont les Danois, très pro-américains, qui comparèrent en octobre 1951 leurs "relations" avec les Américains avec celles "que le Danemark avait eues avec l'Allemagne de 1940 à 1943 pendant la période de l'"occupation douce" (*sic*)"⁽¹⁷⁵⁾. Et nous ne voyons pas au nom de quoi on interdirait aux chercheurs de s'interroger sur l'extraordinaire continuité sémantique du terme "Europe" - synonyme d'Allemagne - pendant la guerre et après, alors même que les sources les invitent à cette étude comparée.

La Grèce, "un cas particulier" ?

L'ère Marshall n'abolit certes pas totalement les spécificités nationales, dues à l'histoire intérieure de chaque emprunteur, et à son statut de fin de guerre : vainqueur, vaincu, disposant ou non d'une solide capacité politique interne de résistance ou non, etc. Mais la mise en oeuvre du Plan dans tous les pays concernés ne fonde pas la thèse auto-consolatrice que la Grèce fut "atypique" (p. 178-179, puis 189-192) : et en quoi donc s'agit-il d'un cas particulier ?

Par l'audace sans frein ou l'absence de précaution, les pratiques politiques ou syndicales américaines rattachent la Grèce au modèle des "républiques bananières", sans doute. Mais, que dire de l'Italie, où les Américains manièrent leurs alliés avec l'invraisemblable audace démontrée par les archives françaises (fonds politiques généraux, américains et italiens) et la recherche américaine⁽¹⁷⁶⁾. Il suffit de lire les *FRUS*, surtout à partir de 1946-1947, pour l'ensemble des pays concernés - notamment à propos des relations entre hommes politiques vernaculaires et membres de l'Ambassade américaine - pour ne plus postuler avec la même assurance que G. Bossuat la différence de nature entre le cas grec et les autres.

Les visites fébriles des hommes politiques non-communistes français auprès des membres de l'Ambassade américaine recensées par les *FRUS* dès 1946-1947 au plus tard incitent au contraire à la comparaison. Et concernant les années cinquante, on ne peut opposer rigoureusement l'exemple grec à ceux de pays vaincus ou purement et simplement "assistés". Dans les congrès syndicaux grecs, les Américains balayèrent et refirent certes presque ouvertement les majorités syndicales en excluant les communistes, précisément majoritaires, et en s'appuyant sur des "militants" formés au sein de la pègre plutôt que dans le giron du syndicalisme, et qui avaient eu des faiblesses coupables à l'égard de l'occupant allemand entre 1941 et 1944 ⁽¹⁷⁷⁾.

Mais le traitement par Irving Brown et les siens du cas français des dockers récalcitrants, et l'érection pour les besoins de la cause - le transport des armes américaines destinées à l'Indochine - d'une fédération "FO" composée de truands des ports souffre aisément la comparaison ; de même que le traitement à la hussarde de FO parce que ce véritable relais de l'Administration française résistait, dans ses prébendes des Protectorats, à l'indépendance guignée par Washington ⁽¹⁷⁸⁾. A. Carew montre bien que, tant dans les pays à forte sensibilité ouvrière communiste que dans ceux où les positions des dirigeants réformistes n'avaient jamais été sérieusement menacées, l'audace et l'impudence des hommes de l'AFL, et même du CIO - également associé à l'entreprise ECA après avoir fait un minutieux ménage antirouge dans ses rangs ⁽¹⁷⁹⁾ -, provoquèrent des réactions de rejet. On pourrait allonger la liste à l'infini. La synthèse de G. Bossuat, qui se situe si souvent sur le terrain politique, aurait d'ailleurs dû s'inspirer davantage des travaux nombreux décrivant avec précision et de façon argumentée la nature des relations politiques entre ceux qu'il appelle les "mentors" et leurs amis ou protégés.

Quant au fond des exigences économiques américaines, d'une remarquable homogénéité, on n'y perçoit guère de cas particuliers - seulement des résistances plus ou moins fortes des interlocuteurs européens, étroitement subordonnées à leurs propres rapports de forces intérieurs.

Qu'en fut-il de la gêne énorme occasionnée par l'ECA en RFA, "aux dires des Allemands", d'ailleurs divisés sur le sujet (p. 160-162) : qui est concerné et sur quoi portent les divisions ? Pourquoi ne pas préciser les termes et les acteurs du débat grandissant ? A n'en juger que par le dossier du charbon ou par l'insupportable pression américaine contre le commerce ouest-allemand avec l'Est - en partie impuissante ou hypocrite, les filiales américaines profitant de l'aubaine -, la gêne fut en effet considérable. Le cas français, étudié par G. Bossuat, I. Wall et nous-même, ne fait pas exception.

Sur quoi se fonde l'affirmation qu'"on ne discerne pas de pression particulière sur la Grande-Bretagne" (p. 174) ? Roger Louis, avec ses ouvrages sur l'Empire, de 1977 et 1984 ⁽¹⁸⁰⁾, Christopher Thorn ⁽¹⁸¹⁾, et Alan Milward, déjà cité, sans oublier les *FRUS*, absolument accablants, contredisent cette conclusion générale, tant avant qu'après 1947. On ne peut que renvoyer les lecteurs à la fois aux ouvrages publiés sur les cas nationaux, anglais, français, allemand, italien, scandinaves, grec, etc., et aux archives, publiées (*FRUS*) ou non. Il est d'ailleurs piquant de constater que tous les auteurs qui contestent l'écrasante tutelle américaine sur les emprunteurs expliquent toujours que "l'enfer, c'est /pour/ les autres" : Geir Lundestad oppose ainsi "la forte influence" des missions de l'ECA en Allemagne, Autriche, Grèce, Turquie, France, Portugal à leur plus grande modestie, discrétion ou humilité en Grande-Bretagne et... en Norvège, son pays d'origine ⁽¹⁸²⁾. Le problème ne relève pas en l'espèce de la recherche historique mais de la psychologie et des options idéologiques fondamentales des ressortissants des nations concernées : on accepte l'idée de la dépendance des autres nations, et on lit sans état d'âme la correspondance qui les concerne ; on a beaucoup plus de peine à admettre les liquidations de souveraineté de la sienne.

Le sauvetage contre le "péril communiste" ?

Bref, la principale vertu du Plan, baptisé "aide économique", consisterait pour G. Bossuat à avoir "sauvé l'Europe de la domination communiste" (p. 312). L'argument, armature la plus solide de l'ouvrage, est invoqué en particulier lorsque l'exposé fait ressortir les considérables inconvénients économiques et politiques d'une mise de "l'Europe sous la loupe américaine. Pourtant cette aide n'a eu que des avantages pour les coalitions de /.../ troisième force puisque vers 1950 les communistes" avaient largement perdu de leur substance parlementaire (p. 214).

Ce soulagement visiblement partagé par l'auteur recouvre cependant une contradiction entre l'idée permanente de l'ouvrage, le sauvetage américain d'une Europe menacée par la marée rouge, et l'espèce de scrupule à ce qu'une puissance étrangère ait assumé une part essentielle de cette mission. Scrupule perceptible dans l'alternative alléguée discours de Marshall à Harvard-discours de Truman au Congrès du 12 mars 1947 (p. 70 sq), et dans la remarque, antagonique avec l'exposé qui l'entoure, que "le discours Marshall du 5 juin n'était sans doute pas un acte de guerre froide contre l'URSS" (dont la mauvaise volonté le "transforma en acte de guerre froide") (p. 75).

Nous n'opposerons pas systématiquement aux exemples optimistes relevés par l'auteur ceux qui les démentent, choix qui gonflerait notablement le volume de cette recension. Relevons simplement que si Claude Bourdet "ne donna aucune preuve /de/ l'introduction d'agents américains dans nos Ministères", "les archives françaises /ne/ sont /pas/ muettes sur ce point", au contraire de ce qui est avancé. Quant à l'énergique démenti des témoins (p. 193), il n'a jamais eu valeur de document historique, en l'absence d'une vérification à effectuer par les documents originaux.

L'auteur, qui a lu Irwin Wall, parfaitement clair sur l'incroyable collaboration franco-américaine en matière de lutte antibolchevique dans les années 1950⁽¹⁸³⁾, ne semble pas avoir consulté les archives qui parlent, notamment au Quai d'Orsay : la documentation "politique" des séries *B Amérique 1944-1952* et *Z Europe Généralités 1944-1960* - fonds atlantiques - abonde autant que les *FRUS* sur la permanente pression américaine et la demande explicite d'étroite collaboration avec les services français pour rendre plus efficace et systématique la répression anti-communiste au cours des années cinquante. Même l'officieuse *Année Politique* de la période concernée, consultable par tous, se montre assez claire sur le sujet.

Entre autres exemples généreusement prodigués par la correspondance originale, relevons l'échange de courriers personnels entre Bonnet, Seydoux et de Boisanger, en janvier-février 1952, sur la mission Eldridge, Attaché au Travail de l'Ambassade américaine à Paris (compagnon, depuis 1945, d'Irving Brown dans la mise au point de la scission française). Il s'agissait pour les Américains de contrôler sur place, dans les services mêmes, "les efforts /français/ entrepris pour lutter contre l'action communiste", avec la collaboration d'"un fonctionnaire du Département" (du Quai), dans les grandes entreprises françaises comme la SNCF, les Charbonnages, EDF, la SNEP, etc. Le tout fut organisé avec l'aide du chantre de la lutte anti-bolchevique américano-française, Jean-Paul David, animateur de *Paix et Liberté*, officine de la CIA, en visite régulière à Washington, et qui "possédait/ une documentation à jour sur les positions que le parti communiste conserve encore dans certaines entreprises vitales de l'économie française" (qui donc la lui avait communiquée ? Les Français ? Les Américains ? Les deux, ensemble ou séparément ?).

Les réticences exprimées par Seydoux sur "le caractère très délicat d'une enquête de ce genre"⁽¹⁸⁴⁾, de même que la revendication d'efficacité maximale des Français sur la lutte anticommuniste en terrain colonial⁽¹⁸⁵⁾, soulignent certes le malaise de la haute fonction publique devant les dévorantes prétentions du prêteur de dollars. Mais l'argumentation de Seydoux rappelle aussi celle de Vichy, qui prétendait avec Bousquet, Leguay et les autres, démontrer la capacité française à liquider seul le bolchevisme, plus efficacement que dans la compromettante compagnie publique des occupants honnis des Français⁽¹⁸⁶⁾ : "car la plupart de nos amis /américains/ ne se rendent pas du tout compte de l'ingéniosité avec laquelle plusieurs entreprises françaises ont pu - avec l'appui et souvent sous la pression du Gouvernement - éliminer progressivement, des postes de responsabilité, des hommes qui recevaient leurs consignes d'un parti extrémiste"⁽¹⁸⁷⁾ (dernière expression manifestement destinée à soulager la conscience de son utilisateur).

Il faudra bien d'ailleurs, en dépit des clameurs éventuelles contre l'étude du moyen terme et les comparaisons déplaisantes qu'elle suscite, écrire un jour l'histoire d'une Police française non significativement ou durablement épurée en 1944-45⁽¹⁸⁸⁾ qui, dans la chasse aux rouges, passa allègrement, et souvent avec les mêmes hommes qu'avant et pendant la guerre, de la compagnie des Allemands à celle des Américains. Et, à lire ces dossiers, on conclut que d'autres services que la Police pourraient utilement faire l'objet de telles recherches.

Le travail aurait considérablement gagné en clarté et en fermeté si la progression chronologique avait été respectée ou si chaque thème avait été étudié de façon systématique plutôt que d'être dispersé en diverses parties du volume. Les redites éparses, les arguments contradictoires voire antagoniques d'un paragraphe à l'autre sur une même question, la bien trop faible place

accordée au problème général de l'Allemagne accentuent l'impression d'une absence de problématique, économique singulièrement. Reflet d'une phase de transition dans l'évolution de l'auteur, passé d'un assez grand optimisme à une vision plus pessimiste de "l'aide américaine", nourrie par la correspondance des années Marshall en France et ailleurs, et par les travaux de plus en plus nombreux réalisés sur cette base. A confronter les morceaux extrêmement intéressants de cet ensemble, on a le sentiment que la croissance européenne ne dut pas grand chose au Plan Marshall : "étincelle du renouveau" (p. 236) ? Jolie expression qui masque l'essentiel, à savoir que la contribution américaine au redressement européen ne peut pas être établie ; et ce d'autant que ce qui en a été décrit au fil des pages fait peser les plus grands doutes sur la réalité de l'"aide" présumée. Pour quel pays le Plan fut-il vraiment "une source incomparable de rééquipement" ? (p. 155). L'auteur ne parvient pas à nous en citer un exemple convaincant lorsqu'il examine les divers cas nationaux (voir notamment p. 140 sq.).

Outre que "la croissance" économique de l'Europe occidentale n'apparaît en rien organiquement liée à l'entreprise marshallienne, une étude strictement politique et militaire du dossier persuaderait sans doute l'auteur que le péril réel encouru à l'Ouest était jugé à peu près nul, France et Italie incluses : on ne saurait donc y voir une sorte de justification fondamentale en quelque sorte objective de la mise "à l'heure américaine". Quoiqu'il en soit, cette légitimation idéologique ne peut nous dispenser de passer au crible le mode de fonctionnement de l'impérialisme américain, et la manière dont l'Europe occidentale l'a réellement perçu et subi. Les champs de la recherche, à peine défrichés, nous invitent à une réflexion tout à fait nouvelle sur les fondements la "guerre froide" - et sur les succès et limites de la Porte Ouverte américaine : tout en conservant une lecture idéologique conforme aux règles dominantes en France, Gérard Bossuat apporte une intéressante contribution au vaste défrichage en cours.

NOTES

¹. "L'Amérique dans les livres d'histoire et de géographie des classes terminales françaises", *Historiens et Géographes*, n° 303, mars 1985 (p. 611-620), citations p. 616-620.

². "Conditions des transports aériens après la guerre", MBT/4/25.000, 15 mai 1944, "sans indication d'origine", note de 49 p. groupant plusieurs rapports économiques, F1a vol. 3769, Production industrielle, 1943-1944, Archives Nationales (AN).

³. Respectivement Cambridge, 1985, et New York, 1981.

⁴. Voir *infra* l'analyse de la clause de non-réexportation des produits similaires à ceux livrés.

⁵. *A changing of the Guard : Anglo-American Relations, 1941-1946*, Chapell Hill, 1990, xi + 407 p., p. 301, x, et *passim*.

⁶. *Rise to Globalism, American Foreign Policy, 1938-1980*, New York, rééd. 1981, p. 330.

⁷. *Sterling-Dollar Diplomacy : Anglo-American Cooperation in the Reconstruction of Multilateral Trade*, Oxford, 1^è éd. 1956, rééd. 1969.

⁸. Note de P. Calvet sur l'accord, 16 décembre 1945, A. 194-5, Accord franco-américain du 28 mai 1946, Ministère des Affaires Etrangères (MAE). Tous les volumes ne portant pas de nom de série suivie du n° de volume ont été consultés jusqu'en 1981, avant leur classement définitif.

⁹. Tél. Massigli, Londres, 14 février 1949, *Europe Généralités 1944-1949 (Europe...)* vol. 25, MAE. Sur la lucidité de Bonnet, voir nos travaux cités *infra*.

¹⁰. *On every front: the making of the Cold War*, New York, 1979, chap. 6.

¹¹. *Ibid.*, p. 133.

¹². Présentation - exceptionnelle dans la production historique française - des ouvrages "révisionnistes", au sens anglo-saxon du terme, Yves Durand, *Naissance de la guerre froide 1944-1949*, Paris, Messidor, 1984. Synthèse indispensable pour faire connaissance, en français, avec la "révision" critique de l'histoire américaine officielle de la guerre froide.

¹³. *New Republic* du 22 janvier 1945, B Amérique 1944-1952 (B Amérique...) vol. 106, États-Unis et questions coloniales, janvier 1945-février 1952, MAE.

¹⁴. Lettre n° 215 du Délégué du GPRF à Washington, 5 décembre 1944, B 12-5, Pétroles, 5 décembre 1944-17 septembre 1946, MAE.

¹⁵. Sur la mission de mars 1946 du président du *Famine Emergency Committee*, B 12-6 sd, voyage de M. Hoover en Europe 1946-1947, MAE.

¹⁶. Sur le rôle de Hoover après 1918 dans le sauvetage de la "bonne Allemagne" contre les exigences françaises, Melvyn P. Leffler, *The elusive quest. America's pursuit of European stability and French Security, 1919-1933*, Chapel Hill, 1979.

¹⁷. Discussion du concept, "L'entrée en guerre froide", débat entre Pierre Barral, Yves Durand, André Kaspi et Annie Lacroix-Riz, *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes (chirm)*, n° 30, 1987, p. 7-53.

¹⁸. Tél. Bonnet n° 280-284 et 285-289, Washington, 23 janvier 1947, *Allemagne 1944-1949 (Allemagne...)* vol. 76, Politique américaine, juillet 1946-février 1947, MAE.

¹⁹. Sur ce concept, voir tous les fonds "allemands" du Quai d'Orsay (et tous nos travaux sur l'Allemagne).

²⁰. Tél. Bonnet n° 438-439, Washington, 2 février 1947, annonçant le départ de Hoover pour Berlin, *B 12-6 sd*.

²¹. Lettre de Ludovic Chancel n° 14 bis, New York, 31 janvier 1947, *ibid.* (classée en mars, *Allemagne...* vol. 77, Politique américaine, mars-novembre 1947, MAE). Sur l'affaire et son contexte, A. Lacroix-Riz, "'Bonne Allemagne" ou reconstruction prioritaire : Paris et Washington du départ du Général de Gaulle à la Conférence de Moscou (janvier 1946-printemps 1947)", *Guerres Mondiales Conflits Contemporains (GMCC)*, n° 169, janvier 1993, p.137-177.

²². Voir les fonds *Guerre 1939-1945* du MAE, et les vol. F1a vol. 3743 à 3745, 3765, 3769, 3770, 3775 à 3777, AN, dont le contenu confirme le sérieux des hallucinantes révélations de James S. Martin, un des fugaces responsables franchement anti-nazis des services américains de la Décartellisation allemande en 1945-1946, *All Honorable Men*, Boston, 1950 ; voir aussi Charles Higham, *Trading with the Enemy*, New York, 1983 ; Penny Lernoux, *In banks we trust*, New York, 1984.

²³. Voir notamment Manuel Gottlieb, *The German Peace Settlement and the Berlin Crisis*, New York, 1960 ; John Gimbel, *The American Occupation of Germany : Politics and the Military, 1945-1949*, Stanford, 1968, et *The Origins of the Marshall Plan*, Stanford, 1976 ; John Backer, *The decision to divide Germany, American Foreign Policy in Transition*, Durham, 1978. Sur Bruce Kuklick, voir n. suiv. La liste est inépuisable.

²⁴. *American Policy and the Division of Germany. The clash with Russia over Reparations*, Ithaca, 1972.

²⁵. Correspondance de 1946-1947, dans tous les fonds économiques allemands et américains du MAE.

²⁶. Manuel Gottlieb, *The German Peace Settlement...*, *op. cit.*, p. 241.

²⁷. Voir notamment Bruce Kuklick, *American Policy and the Division of Germany...*, *op. cit.*, *passim*.

²⁸. Voir Nathalie Sirach, "La perception française de la politique allemande des États-Unis de 1943 à 1945", mémoire de maîtrise, UTM, 1989, 1ère partie (notamment sur la connaissance française des liens IG Farben -Standard Oil of New Jersey), p. 4-25 ; références des notes 22 et 24 ; A. Lacroix-Riz, "Une "politique douce" précoce : Paris face à la politique allemande de Washington 1944-1945", *Revue d'Histoire moderne et contemporaine (RHMC)*, n° 3, t. 38-3, juillet-septembre 1991, p. 428-461, "La perception française de la politique américaine en Europe de 1945 à 1948", *chirm*, n° 25, 1986, p. 119-154, "La dénazification économique de la zone d'occupation américaine : la perception française du phénomène", *Revue historique*, n° 574, janvier 1991, p. 303-347.

²⁹. Débats du Comité économique interministériel, d'octobre 1944 à juillet 1945, F60 897 à 900, AN, et note pour le Ministre, Paris, 1er août 1945, *B-12-6*, rapports économiques franco-américains, décembre 1944-avril 1946, MAE (et chap. III de ma thèse d'État, "CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction", Paris I, 1981).

³⁰. Sans préjudice des initiatives nationales antérieures, l'affaire commença vraiment en août 1945 par la campagne de la CICR - truchement des États-Unis - en faveur de la protection des PG, particulièrement ceux détenus en France. Voir *Allemagne...* vol. 22, Prisonniers de guerre, août 1944-août 1946, MAE.

³¹. Références de la note suivante, et surtout les fonds "politique extérieure", *Saint-Siège 1944-1949* vol. 8 à 10 et 26 à 29, septembre 1944-décembre 1955, MAE.

³². Sur l'ensemble du dossier, voir *Allemagne...* vol. 22 et vol. 23, Prisonniers de guerre, septembre 1946-septembre 1947, MAE.

³³. Sur un total de 7.614.794, dont 5,25 aux Américains et 2 aux Anglais. Lettre n° 1940 EMGDN/2, Paris, 18 juillet 1945, *Allemagne...* vol. 22.

³⁴. Note du 25 janvier 1946, *ibid.*

³⁵. La campagne en faveur de la pitié pour les PGA "internés en Grande-Bretagne" débuta à l'automne 1944, provoquant alors des réactions d'indignation, lettre n° 114 de Massigli, Londres, 31 octobre 1944, *ibid.*

³⁶. Tél. Massigli n° 2668-2669, Londres, 9 septembre 1946, *Allemagne...* vol. 23.

³⁷. Argument mainte fois avancé par les Américains, visant les peu glorieuses cessions de titres, et les multiples bonnes affaires conclues entre capitalistes français et allemand dans la France occupée. Mais la vertueuse Union Soviétique, qui pratiqua la politique de la terre brûlée réduisant en cendres tout ce que l'occupant n'avait pas

détruit lui-même parce qu'il s'apprêtait à le piller, ne fut pas mieux lotie : au contraire de ce qu'ils prétendaient, les États-Unis n'agissaient pas au nom de la morale mais des affaires. Sur la réalité des pratiques françaises de guerre, Henry Rousso, bibliographie sur "l'activité industrielle en France de 1940 à 1944", IHTP, bulletin n° 38, décembre 1989, chap. 1 et 2 de *La vie des entreprises sous l'Occupation. Une enquête à l'échelle locale*, sous la direction de Robert Frank, Henry Rousso et Alain Beltran, et "Vichy face à la mainmise allemande sur les entreprises françaises", *La France et l'Allemagne en guerre, septembre 1939-novembre 1942*, Paris, Institut historique allemand, 1990, ex. dactyl. de ces deux derniers travaux, aimablement transmis par l'auteur en 1990 ; Michel Margairaz, "Instruments, relais et cadres du régime : les décideurs publics et privés de l'économie : contraintes, convergences et résistances", Colloque de l'IHTP, *Le régime de Vichy et les Français*, Paris, 11-13 juin 1990, ex. dactyl., et sa thèse d'État *L'État, la direction des Finances et de l'Economie en France (1932-1952). Histoire d'une conversion*, Paris, Imprimerie Nationale, 1991 ; A. Lacroix-Riz, "Les grandes banques françaises de la collaboration à l'épuration, 1940-1950", *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 1986, n° 141, p. 3-44 et 142, p. 81-101 ; "Les effets de la défaite de 1940 sur les élites économiques françaises : une étude de cas, bancaire et industriel", communication au Colloque du Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles, Arc-et-Senans, 11-13 octobre 1990, *Les élites en France et en Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles*, à paraître.

³⁸. "CGT et revendications ouvrières face à l'État...", chap. 6, et A. Lacroix-Riz, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) d'après les archives du Ministère des Affaires Etrangères", *RHMC*, juillet-septembre 1984, p. 427-430, 435-436 et 440, sur la base de A. 194-5, Accord franco-américain du 28 mai 1946, MAE.

³⁹. Voir notamment les fonds *Allemagne...* vol. 75 à 79, politique américaine en Allemagne, décembre 1944-juin 1949, et *B Amérique...* vol. 170 à 179, Occupation américaine de l'Allemagne, septembre 1944-juin 1949, MAE.

⁴⁰. Selon Manuel Gottlieb, le prélèvement général anglo-américain (alimentaire, industriel, tant au titre de l'occupation que des réparations) atteignit 26% du revenu par tête, soit le même pourcentage que celui des Soviétiques, et à peine moins que celui prélevé par la France, 28%, la zone occidentale de Berlin constituant "une source spéciale de ponction", *The German Peace Settlement...*, *op. cit.*, p. 68-70.

⁴¹. Clarence Lasby, *Project Paperclip. German Scientists and the Cold War*, New York, 1971, p. 24-26, et *passim*. Voir aussi Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy: the hunt for the Nazi Scientists*, Boston, 1987 ; John Gimbel, "Project Paperclip : German Scientists, American Policy and the Cold War", *Diplomatic History*, vol. 14, n° 3, été 1990 et *Science, technology and Reparations : exploitation and plunder in Western Germany*, Stanford, 1990.

⁴². Lettre n° 1125 de Daridan, Washington, 9 mars 1950, *B Amérique...* vol. 234, Politique américaine du Commerce extérieur, avril 1945-juillet 1951, MAE ; voir aussi *B Amérique...* vol. 267, questions sociales et syndicales, septembre 1948-mai 1950, MAE.

⁴³. Voir tous les fonds allemands et américains (Occupation de l'Allemagne) du MAE (et "La dénazification économique...", *art. cit.*, p. 340-347).

⁴⁴. Compte rendu des deux séances des 13 et 15 novembre 1945, *B Amérique...* vol. 171, Occupation de l'Allemagne, juillet-décembre 1945, MAE.

⁴⁵. Sur cette antienne de pré-guerre froide (dès l'été 1945 au plus tard) et de guerre froide, il faudrait citer tous les fonds relatifs à l'Allemagne. Exemple de ce bluff, repris en toute hypocrisie par les Français (notamment Massigli) en 1947-1948, A. Lacroix-Riz, "Sécurité française et menace militaire allemande avant la conclusion des alliances occidentales : les déchirements du choix entre Moscou et Washington (1945-1947)", *Relations Internationales*, n° 51, automne 1987, p. 289-312, p. 298 *sq.*, et "La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique : une alliance militaire redoutée, fondée sur le réarmement allemand (1947-1950)", *Francia*, vol. 16, cahier n° 3, mai 1990, p. 49-71, p. 59 *sq.*

⁴⁶. A. Lacroix-Riz, "Une "politique douce" précoce...", "La perception française de la politique américaine...", *art. cit.* ; "Crédits américains et coopération européenne (1949-1954)", *Le Capitalisme français 19e-20e siècle. Blocages et dynamismes d'une croissance*, Paris, Fayard, 1987, p. 327-349 ; "Paris et Washington au début du Plan Schuman", *Die Anfänge des Schuman-Planes 1950-1951*, Baden-Baden, 1988, p. 241-268 (et *Z Europe Généralités 1949-1955*, ancienne dénomination avant la fusion des deux séries d'après-guerre en *Z Europe Généralités 1944-1960* (plus loin *Europe 1949...*), vol. 65 à 69, MAE).

⁴⁷. Voir sur ce point Manuel Gottlieb, *The German Peace Settlement...*, *op. cit.*, p. 147-150.

⁴⁸. *B Amérique, Y Conférences internationales, Z Europe Généralités, Europe Allemagne, URSS*, etc.

⁴⁹. Sur la zone britannique, Barbara Marshall, "The democratization of local politics in the British zone of Germany : Hanover 1945-47", *Journal of Contemporary History (JCH)*, vol. 21, n° 3, 1986, p. 413-451, et *The Origins of Post-War German Politics*, London, 1988 ; *Allemagne...*, vol. 80 et 81, MAE. Sur la vision française de la zone

américaine, voir nos travaux sur l'Allemagne, déjà cités, et "La dénazification politique de la zone américaine d'occupation en Allemagne vue par les Français (1945-1949)", *Vom "Erbfeind" zum "Erneuerer", Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg*, éd. Stefan Martens (Francia), Thorbecke, Sigmaringen, 1993, p. 115-156 ; sur l'époque de la RFA, "La France face à la puissance militaire ouest-allemande à l'époque du Plan Plevin (1950-1954)", *chirm*, n° 45, 1991, p. 95-143.

⁵⁰. Alan Milward, *The Reconstruction of Western Europe 1945-1951*, London, 1984.

⁵¹. Note de P. Calvet sur l'accord, 16 décembre 1945, A. 194-5, Accord franco-américain du 28 mai 1946.

⁵². A. Lacroix-Riz, *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest 1944-1949*, Paris, L'Harmattan, 1991, chap. 1 à

3.

⁵³. Voir "CGT et revendications ouvrières...", *op. cit.*, chap. 6, et "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes...", *art. cit.* ; Michel Margairaz, "Autour des accords Blum-Byrnes : Jean Monnet entre le consensus national et le consensus atlantique", *Histoire, Economie et Société*, n° 3, 1982, p. 439-470 ; Irwin M. Wall, "Les accords Blum-Byrnes : la modernisation de la France et la guerre froide", *Vingtième siècle*, janvier-mars 1987, p. 45-62. L'auteur était censé par la revue régler leur compte aux "spécialistes français" qui "confondent (...) histoire et propagande" - mais "Dieu merci !", ils ne sont pas "tous" de cette eau : à la lecture, on comprend qu'il s'agit de notre article cité dans la présente note. Mais Wall, en désaccord avec notre exposé sur les rapports politiques franco-américains en 1946 et la précocité des choix français (intérieurs) de guerre froide, partage largement nos conclusions sur la détestable affaire économique conclue le 28 mai 1946.

⁵⁴. *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p. 295-300.

⁵⁵. *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 533.

⁵⁶. Déclaration du Président des États-Unis et du Président du GPRF, 28 mai 1946, A. 194-5, Accord franco-américain du 28 mai 1946.

⁵⁷. Tél. du Président du Gouvernement à Blum, 25 mai 1946, *ibid.*

⁵⁸. Engagements commerciaux français, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes...", *art. cit.*, p. 442. La communauté d'intérêts "atlantiques" perçue par Michel Margairaz ("Autour des accords Blum-Byrnes..." ; *L'État, les Finances et l'Economie...*, *op. cit.*) nous paraît résulter d'une prise en compte trop exclusive des propos français auto-justificateurs de la voie choisie et d'une négligence des autres, nettement plus pessimistes sur ladite communauté de vues. Le contraste de même type entre "modernistes" européens et coloniaux prolongés, au coeur de la problématique des travaux de Jacques Marseille (*Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984, ouvrage tiré de sa thèse d'État), justifie des réserves fondées sur le danger de la reconstitution *a posteriori* des intentions des anciens "colonisateurs" mués par eux-mêmes en "décolonisateurs". Le "complexe hollandais" invoqué par ce dernier ouvrage (p. 357 *sq.*) releva aussi, pour La Haye, de la réécriture intéressée de l'histoire : la correspondance originale, qui a fourni à Robert Mc Mahon la matière de sa thèse (*Colonialism and Cold War : the US and the Struggle for Indonesian Independence*, Ithaca, 1981) sur la liquidation coloniale de l'Indonésie strictement imposée (outre par le mouvement national) par Washington aux Pays-Bas, lesquels n'y avaient guère spontanément songé, ne laisse pas percevoir "le complexe de culpabilité" dont, selon Jacques Marseille, "la perte de l'Indonésie avait déchargé" les Néerlandais (p. 360). Ces derniers bataillèrent ferme pour tenter de sauver encore quelque temps leur pesant "complexe"...

⁵⁹. Compte rendu des entretiens des 10-12 janvier 1946, séance du 11, A. 194-5, Accord franco-américain du 28 mai 1946, largement cité, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes...", *art. cit.*, p. 421-423.

⁶⁰. Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, 1972.

⁶¹. G. Bossuat, "La France et les constructions...", *art. cit.*, p. 153.

⁶². James S. Martin, *All Honorable Men*, cité dans *L'économie suédoise...*, chap. 1 et 2, et autres références de la note 22.

⁶³. Charles-Louis Foulon, *Le pouvoir en France à la Libération*, PFNSP, Paris, 1975 ; et F1c III, vol. 1205 à 1233 et F1a 4020 à 4029, AN, source importante de ma thèse d'État.

⁶⁴. Lettre de Dampierre n° 1068, Stockholm, 23 novembre 1948, *Europe...* vol. 43, solidarité nordique, août 1948-juin 1949, MAE ; sur le contexte, A. Lacroix-Riz, "L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte Atlantique (1943-1949) : une indispensable "révision déchirante", 3è article à paraître, *GMCC* (sur les deux premiers, *cf infra*).

⁶⁵. *L'Alliance atlantique*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979 ; *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe, 1945-1954*, Paris, Pédone, 1980.

⁶⁶. *The Reconstruction...*, *op. cit.*, p. 502.

⁶⁷. Voir notamment Lilly Marcou, *Le Kominform*, Paris, PFNSP, 1977, p. 58-59 : "la nouvelle de la création du Kominform fait, dans les milieux occidentaux de l'époque, l'effet d'une bombe" : "déclaration de guerre officielle aux Anglo-Américains et aux sociaux-démocrates", "menace (...) perçue comme venant uniquement d'un côté", aux répercussions considérables, etc.

⁶⁸. Voir notamment Thomas G. Paterson, *Soviet-American Confrontation. Postwar Reconstruction and the Origins of the Cold War*, Baltimore, 1973 ; *On every front...*, *op. cit.* ; *Meeting the Communist Threat : Truman to Reagan*, New York, 1988 et sa bibliographie récente dans "Defining and doing the History of American Foreign Relations : a Primer", *Diplomatic History*, vol. 14, n° 4, automne 1990, p. 584-601 ; Walter LaFeber, *America, Russia and the Cold War 1945-1950*, New York, 1980 ; Daniel Yergin, *La paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Balland, 1980 ; Lloyd Gardner, éd., *Redefining the Past : Essays in Diplomatic History in honor of William Appleman Williams*, Corvallis, 1986 ; Thomas Mc Cormick, *America's Half-Century : United States Foreign Policy in the Cold War*, Baltimore, 1989 ; mes articles "1947-1948. Du Kominform au "coup de Prague", l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme?", *HG*, n° 324, août-septembre 1989, p. 219-243, "L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte Atlantique (1943-1949) : une indispensable "révision déchirante", *GMCC*, n° 149, janvier 1988, p. 57-92 ; n° 160, 1990, p. 39-86 ; n° 170, avril 1993, p. 147-159 ; n° 172, octobre 1993 ; n° 173, janvier 1994) et "La perception militaire de l'URSS par l'Occident au début des années cinquante : peur de l'Armée Rouge ou "ogre soviétique"?", *chirm*, n° 46, 1991, p. 19-61.

⁶⁹. Notamment *B Amérique...*, vol. 163 à 166, ERP, juillet 1947-novembre 1951, vol. 205, vol. 234, vol. 267 ; *A 22 9 2 C*, vol. IV et V, ERP, 1er mai-31 octobre 1948 ; *A 22 9 5 b*, fret ERP, 1949-1955, *CE 56 A 22-9-41* (Finebel et Uniscam), *A 22 9 5- 1949-1950* (ERP), MAE.

⁷⁰. Sur l'Alliance Atlantique avant et après la Corée, voir notamment *Europe 1944...* vol. 20 à 27, Alliance occidentale puis Pacte atlantique, mai 1947-juin 1949, vol. 41, Scandinavie, dossier général, juillet 1945-septembre 1948, vol. 42 et 43, solidarité nordique, juillet 1945-juin 1949, *Europe 1949...* vol. 17 à 20, Pactes Atlantique et Méditerranéen (janvier 1950-septembre 1955), vol. 21 à 31, CED, octobre 1950-octobre 1954, MAE, et tous les fonds économiques et politiques. Melvyn P. Leffler, "The American Conception of National Security and the Beginnings of the Cold War, 1945-48 (*sic*)", *American Historical Review* n° 2, avril 1984, p. 346-400 ; "Strategy, Diplomacy and the Cold War : the United States, Turkey and NATO, 1945-1952", *The Journal of American History*, vol. 71, n°4, mars 1985, p. 807-825, et "The United States and the Strategic Dimensions of the Marshall Plan", *Diplomatic History*, n° 12, été 1988, p. 807-825.

⁷¹. "Conditions des transports...", MBT/4/25.000, 15 mai 1944, F1a vol. 3769. Sur le Royaume-Uni, tous les ouvrages sur la période de guerre. Sur la Scandinavie, voir références *infra*.

⁷². A. Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne*, Paris, Messidor, 1986, p. 131-133.

⁷³. *Ibid.*, p. 140-143 ; Alan Milward, *The Reconstruction...*, *op. cit.*, p. 85-88 ; Michael Hogan, *The Marshall Plan : America, Britain and the Reconstruction of Western Europe 1947-1952*, Cambridge, 1987, p. 69 sq., notamment 78-79.

⁷⁴. Voir *FRUS 1947* vol. III, correspondance de juillet et tous les fonds "scandinaves" (par pays) du MAE, ou *L'économie suédoise...*, *op. cit.*, chap. 2 à 4, notamment p. 130-136 et les deux premières parties de ma communication au Colloque sur le *Plan Marshall* du Comité pour l'histoire économique et financière de la France et du Comité d'histoire industrielle, Paris, 21-23 mars 1991, "Plan Marshall et commerce Est-Ouest : continuités et ruptures (cas français et perspective comparative) 1945-1952", *Etudes et Documents*, t. 4, 1992, p. 415-480 (3è, *Actes du Colloque*, Imprimerie Nationale, 1993).

⁷⁵. Voir les fonds scandinaves, allemands, américains et atlantiques du MAE (et "L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte Atlantique (1943-1949)...", *art. cit.*).

⁷⁶. Tél. Bonnet, Washington, 12 décembre 1947, *Y-52-3 B*, Plan Marshall, juin 1947-mars 1948, MAE.

⁷⁷. *New York Times*, 1er mars 1947, *Allemagne...* vol. 77, et ""Bonne Allemagne" ou reconstruction prioritaire...", *art. cit.*

⁷⁸. Voir toutes les références atlantiques scandinaves.

⁷⁹. Note de Paris, 18 juin 1948, *B Amérique...*, vol. 163.

⁸⁰. Tél. Bonnet n° 2099-2109, Washington, 15 mai 1948, *B Amérique...*, vol. 162 ; et ensemble de la correspondance de 1948 jusqu'à la signature du 28 juin, *B Amérique...*, vol. 162 et 163, ERP, janvier-décembre 1948, MAE.

⁸¹. Note pour le Président, Direction des Affaires économiques et financières, Paris, 28 mai 1948, *A 22 9 2 C*, vol. IV, ERP, mai-juillet 1948, MAE.

⁸². Tél. MAE à Ambafrance Washington n° 3021-3023, Paris, 23 juin 1948, *ibid.*

⁸³. Tél. Bonnet n° 2869-2870, Washington, 26 juin 1948, *ibid*.

⁸⁴. Correspondance de 1948 jusqu'au 28 juin, *B Amérique...*, vol. 162 et 163 et A 22 9 2 C, vol. III et IV, ERP, janvier-juillet 1948, MAE.

⁸⁵. "Examen du projet d'accord franco-américain", sd, mais mention manuscrite du 28 mai 1948, A 22 9 2 C, vol. IV.

⁸⁶. Circulaire IP n° 170 du 28 juin 1948 démentant point par point, de façon tout à fait mensongère, les informations exactes de l'organe communiste sur les clauses du bilatéral signé le même jour : un véritable modèle du genre d'interventions du Service en faveur du Plan, *B Amérique...*, vol. 163.

⁸⁷. "Crédits américains et coopération européenne...", *op. cit.*, p. 331.

⁸⁸. Texte demeuré "absolument inconnu", sauf des trois personnes impliquées du côté belge, Spaak, le Ministre Mériot et le Président de l'Union minière du Katanga, rapport de l'Ambassadeur de France à Bruxelles sur "l'activité économique et financière des États-Unis en Belgique", 27 juin 1949, *B Amérique...* vol. 238, questions économiques, financières, activités économiques des États-Unis en Europe, février 1945-janvier 1952, MAE. Voir aussi lettre de Bonnet n° 1009, Washington, 7 mai 1947, et note du SDECE, "États-Unis et colonies européennes", Paris, 31 mai 1948, *B Amérique...* vol. 106.

⁸⁹. A. Milward, *The Reconstruction...*, *op. cit.*, *passim*, et A. Lacroix-Riz, "Puissance ou dépendance française? La vision des "décideurs" des Affaires Etrangères en 1948-1949", *La Puissance française en question ! 1945-1949*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, p. 53-76, notamment 60-66.

⁹⁰. Note pour le Président, DAEF, Paris, 28 mai 1948, A 22 9 2 C, vol. IV.

⁹¹. Note du 10 février 1950, *Papiers d'agents*, Correspondance particulière d'Henri Bonnet, 1948-1953, MAE.

⁹². *L'économie suédoise...*, *passim*, et références atlantiques.

⁹³. Voir notamment C. Jecchinis, *Trade Unionism in Greece*, Chicago, 1967 ; Ronald Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, Random House, 1969 ; Roy Godson, *American Labor and European Politics. The AFL as a transnational Force*, New York, 1976 (historien également employé par le Département d'État, mais dont l'absolue bonne conscience antibolchevique est très bavarde sur les oeuvres scissionnistes des Américains et de leurs amis) ; Peter Weiler, "The United States, International Labor and the Cold War : the Break-Up of the World Federation of Trade Unions", *Diplomatic History*, V, 1981, p. 1-22, et *British Labour and the Cold War*, Stanford, 1988 ; Edward Rice-Maximin, "The United States and the French Left, 1945-1949 : the View from the State Department", *Journal of Contemporary History (JCH)*, vol. 19, 1984, p. 729-747 ; Anthony Carew, "The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy", *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335 et *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987 ; Federico Romero, *Gli Stati Uniti e il Sindacalismo europeo 1944-1951*, Roma, 1989 ; Michael Fichter, *Besatzungsmacht und Gewerkschaften. Entwicklung und Anwendung der US-Gewerkschaftspolitik in Deutschland 1944-1948*, Opladen, 1982 ; Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989 ; Rémi Kauffer, "Irving Brown. Vie et mort du plus grand aventurier des syndicats depuis la Seconde Guerre mondiale", *Penthouse*, mai 1989 (p. 11-17) ; dossier de Mark Shapiro et Annette Lévy-Willard, *Libération*, 27 novembre 1985 ; Charles S. Maier, "The Two Postwar Eras and the Conditions for Stability in Twentieth-Century Western Europe", *American Historical Review*, vol. 86, n° 2, avril 1981, p. 327-367, "Le Plan Marshall et les syndicats", *Liber*, décembre 1989, p. 19-20 ; A. Lacroix-Riz, *Les Protectorats du Maghreb entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, "La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand : stratégies occidentales et triomphe américain 1945-1949", *chirm*, n° 36, 1989, p. 65-92 et n° 39, 1989, p. 35-70, "Autour d'Irving Brown : l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947)", *Le Mouvement Social*, avril 1990, p. 79-118.

⁹⁴. Ajouter à tous les fonds ERP déjà cités CE 61 A-22-9-5 (Aide américaine à la productivité. Amendement Blair-Moody, 1951-1954), MAE.

⁹⁵. Anthony Carew, *Labour under the Marshall Plan*, *op. cit.*, p. 117.

⁹⁶. Charles S. Maier, "The Two Postwar Eras...", *art. cit.* Sur l'appel aux "jeunes loups" aux dents longues, notamment provinciaux (tel André Bergeron), et par bonheur pour la scission insensibles au "mythe de l'unité" susceptible d'ébranler les plus âgés, Roy Godson, *American Labor and European Politics...*, *op. cit.*, p. 117-118, et A. Lacroix-Riz, "Autour d'Irving Brown..." *art. cit.*

⁹⁷. Outre certaines des référ. de la n. 92, "Vue d'ensemble sur le mouvement syndicaliste français de 1936 à 1944", information de mai 1944, F1a 3774, AN.

⁹⁸. *Cooperative for American Remittances to Europe*, et non *Remittance to Everywhere*, comme il est écrit.

- ⁹⁹. Voir Michael Fichter, *Besatzungsmacht und Gewerkschaften...*, *op. cit.*, p. 215-216 et 231, et A. Lacroix-Riz, "La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand...", *art. cit.*, n° 36, 1989, p. 84-86 et n° 39, 1989, p. 39 et 44.
- ¹⁰⁰. *Vie ouvrière, L'Humanité*, comptes rendus de CCN, etc. Voir A. Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Editions sociales, 1983, p. 325-327.
- ¹⁰¹. Sur sa philippique anti-Brown dans la *VO* du 25 octobre 1946 ("Une insolence de la réaction aux États-Unis"), "Autour d'Irving Brown...", *art. cit.*, p. 106-107.
- ¹⁰². Lettre de Hoppenot n° 116, Berne, 15 janvier 1947, *B 9-1*, Politique extérieure américaine, octobre 1946-août 1947 ou *B Amérique...* vol. 265, questions sociales et syndicales, novembre 1944-février 1947, MAE. Et voir tous les travaux cités sur le syndicalisme.
- ¹⁰³. Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, chap. 1 à 9.
- ¹⁰⁴. Sur cet enjeu majeur, et le rôle de Washington dans le combat anti-FSM et la création de la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL) en 1949, références de la note 93, en particulier celles des années 1980.
- ¹⁰⁵. A. Carew, *Labour...*, *op. cit.*, notamment chap. 6.
- ¹⁰⁶. Lettre d'Offroy n° 96, Milan, 17 juillet 1951, *Europe 1949...*, vol. 70, Congrès internationaux syndicaux, juillet 1950-août 1955, MAE.
- ¹⁰⁷. Correspondance de mars 1948, *A-194-6 (2)*, Aide intérimaire, janvier-juillet 1948, MAE, citée dans *Le choix...*, p. 198-199.
- ¹⁰⁸. Rapport du Sénat n° 1203, 81^e Congrès ("Knowledge of the Marshall Plan in Europe, France"), 19 octobre 1949, traduit par moi, *B Amérique...* vol. 165, ERP, mars-décembre 1949, MAE.
- ¹⁰⁹. Lettre au Ministre des Affaires Etrangères n° 6742/5 CAB, Bourges, 29 décembre 1951, *CE 61 A-22-9-5*. Commentaire souligné deux fois en marge par son lecteur du Quai d'Orsay.
- ¹¹⁰. *Labour...*, *op. cit.*, chap. 5 à 7 et 9-10. Nous renonçons à citer la pagination.
- ¹¹¹. Correspondance de 1950-52 relative aux "missions" et diverses initiatives CIO et AFL dans les pays ERP depuis 1950, *B Amérique...* vol. 268, questions sociales et syndicales, juin 1950-février 1952, MAE, et *FRUS 1950* vol. III.
- ¹¹². Lettre de Foster, Administrateur adjoint de l'ECA, à la Mission ECA en France, 21 avril 1950, *FRUS 1950* vol. III, p. 1372-1374.
- ¹¹³. Même expéditeur, même destinataire, 3 novembre 1950, *ibid.*, p. 1434-1435.
- ¹¹⁴. *B Amérique...* vol. 163, 166 (correspondance de mars 1950 sur l'amendement Vorys permettant de transformer, sur fond de chantage permanent, les "dons" en prêts" - prétexte à une nouvelle forte diminution des crédits ERP et pression pour contraindre les Européens et en particulier le Royaume-Uni à accepter enfin "l'Union des paiements européens"), et *A 22 5 1951-1954*, ERP, MAE.
- ¹¹⁵. Tél. Bonnet n° 2701-2706, Washington, 21 juin 1948, *B Amérique...* vol. 163.
- ¹¹⁶. Voir *Les Protectorats du Maghreb...*, p. 51-59.
- ¹¹⁷. *Le choix...*, p. 186-189.
- ¹¹⁸. Note E. Demont du 10 janvier 1952, Washington, *A 22 5 1951-1954*.
- ¹¹⁹. Lettre de Bonnet n° 4545, Washington, 10 octobre 1952, *ibid.*
- ¹²⁰. Lettre de Baelen n° 477, Stockholm, 7 juin 1947, *Suède...* vol. 12 (et *L'économie suédoise...*, *op. cit.*, p. 100.
- ¹²¹. Lettre de Bonnet n° 1505, Washington, 23 août 1946, *B 12-5*, Pétroles, 1944-1946, MAE. Voir notamment Gerald D. Nash, *US Oil Policy : Business and Government in 20th century America*, Pittsburgh, 1968, Michael B. Stoff, *Oil, War, (sic) and American Security, the search for a national policy on foreign oil, 1941-1947*, Yale, 1979 (et sa bibliographie),
- ¹²². Voir notamment Michael Hogan, *The Marshall Plan...*, *op. cit.*, notamment p. 136-140 et tous les fonds "économiques" du Quai.
- ¹²³. Note pour M. Alphand de la DAEF, Paris, 11 août 1948, *A-22-9-2-C-V*, ERP, 1er août-31 octobre 1948, MAE.
- ¹²⁴. Tél. Bonnet n° 3667-3675, Washington, 20 août 1948, *ibid.*
- ¹²⁵. Lettre au MAE, Direction des Carburants du Ministère de l'Industrie et du Commerce/ D C. 6342, Paris, 25 août 1948, *ibid.* (ou *B Amérique...* vol. 163).
- ¹²⁶. Il faudrait citer toute la documentation économique du Quai.
- ¹²⁷. Le prix de revient du Moyen-Orient, "qu'il est d'ailleurs difficile de connaître d'une manière précise, (...) dépasse certainement les 34 cents indiqués par M. Stone" ; le chiffre de 20 millions de barils "semble exagéré". Réf. n. suiv.

- ¹²⁸. Lettre de Bonnet n° 2967, Washington, 28 décembre 1948, et article joint du 27, *Arab Oil excess profit under Marshall Plan put at 250 millions*, *B Amérique...* vol. 163.
- ¹²⁹. G. Bossuat, "L'aide américaine à la France après la Seconde Guerre mondiale", *Vingtième siècle*, mars 1986, p. 25.
- ¹³⁰. Série *Y Conférences internationales 1944-1949* vol. 335 à 339, MAE, Berlin, avril 1946-juin 1949, MAE.
- ¹³¹. Gunnar Adler-Karlsson, *Western Economic Warfare 1947-1949. A Case Study in Foreign Economic Policy*, Stockholm, 1968.
- ¹³². *L'économie suédoise...* étudie aussi la procédure générale d'établissement de l'embargo (chap. 4 et 6). Pour l'ensemble de la période de 1945 à 1952, voir "Plan Marshall et commerce Est-Ouest...", *op. cit.*
- ¹³³. Lettre de Bonnet n° 798, Washington, 6 avril 1948, *B Amérique...* vol. 162.
- ¹³⁴. Tél. de Paris à Washington n° 1839-1841, 7 avril 1948, *A-194-6 (2)*, et *L'économie suédoise...*, p. 203-204.
- ¹³⁵. Robert M. Hathaway, *Ambiguous Partnership...*, *op. cit.*, p. 26-28.
- ¹³⁶. Particulièrement "The American Conception of National Security...", *art. cit.*
- ¹³⁷. Pour une analyse plus précise, voir notamment *Le choix...*, *Les Protectorats du Maghreb...*, *op. cit.*, et les références des notes 69 et 138.
- ¹³⁸. Notamment *B Amérique...*, vol. 161 à 166, ERP, juillet 1947-novembre 1951, et vol. 267 ; *A 22 9 2 C*, vol. IV et V, ERP, 1er mai-31 octobre 1948 ; *A 22 9 5 b*, fret ERP, 1949-1955, MAE.
- ¹³⁹. Tél. à Bonnet n° 487-489, Service de Coopération économique, Paris, 27 janvier 1949, *A 22 9 5 b*.
- ¹⁴⁰. Note n° 3752 du Délégué auprès du Comité des Transports maritimes pour le chef de la Délégation française à l'OECE (pour la période avril-juin 1949), 21 décembre 1949, *ibid.*
- ¹⁴¹. Note des Directions des Relations économiques extérieures et des Finances extérieures, SPT 2811/206, Paris, 7 janvier 1950, *ibid.*
- ¹⁴². Lettre du Ministre des Finances à celui des Affaires Etrangères (à l'attention d'Alphand) n° 8634, 5 novembre 1949, *ibid.* Correspondance du même mois sur les sanctions prises par l'ECA contre le Danemark, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède, la Belgique, le Luxembourg, l'Irlande et la France, *ibid.*
- ¹⁴³. Lettre d'Armand Bérard n° 1523, Washington, 8 avril 1949, *ibid.*
- ¹⁴⁴. Il intervint en novembre 1944 devant le "Comité sur la politique et les programmes économiques d'après-guerre" pour souligner l'urgence de la "recherche des marchés étrangers", la vente des marchandises ne pouvant s'effectuer que grâce à des crédits "non privés", W. A. Williams, *The Tragedy...*, *op. cit.*, p. 234-236.
- ¹⁴⁵. Lettre n° 449 de Bonnet, Washington, 28 mars 1945, *B Amérique...*, vol. 233, Organisation du Commerce international, GATT, négociations tarifaires. Dossier général, février 1945-janvier 1952, MAE.
- ¹⁴⁶. Correspondance d'octobre 1946, *Europe Norvège 1944-1949* vol. 11, MAE, et "Plan Marshall et commerce Est-Ouest...", 1^è partie, "Une indispensable étude préalable : Le commerce Est-Ouest de la guerre au Plan Marshall (1945-printemps 1947)", *op. cit.*, p. 446.
- ¹⁴⁷. Tél. Bonnet n° 234-239, Washington, 22 janvier 1949, *A 22 9 5 b* (ou *B Amérique...*, vol. 164).
- ¹⁴⁸. *Le choix...*, *op. cit.*, p. 145-147.
- ¹⁴⁹. Lettre de Bonnet, 10 novembre 1949, *A 22 9 5 b*.
- ¹⁵⁰. Note du Service des Importations du Ministère des Finances, n° 10458, 9 décembre 1950, annexe n° 2, *A 22 9 5*, ERP, 1949-1950, MAE.
- ¹⁵¹. Voir Richard F. Griffiths et Frances M. B. Lynch, "L'échec de la "petite Europe". Le Conseil tripartite 1944-1948", *GMCC*, n° 152, octobre 1988, p. 39-62 ; "L'échec de la "Petite Europe" : les négociations Fritalux-Finebel, 1949-1950, *Revue historique*, CCLXXIV/I, n° 555, juillet-septembre 1985, p. 159-193. Nous nous permettons de renvoyer à nos travaux économiques concernant les cas français et scandinave.
- ¹⁵². *FRUS* 1948, vol. III, p. 749-752.
- ¹⁵³. *Les Protectorats du Maghreb...*, p. 52-59.
- ¹⁵⁴. *L'économie suédoise...*, *op. cit.*, *passim*.
- ¹⁵⁵. Robert Mc Mahon pour les Pays-Bas (*Colonialism and Cold War : the US and the Struggle for Indonesian Independence*, Ithaca, 1981), Roger Louis pour le Royaume-Uni (*cf supra*) ; note suivante.
- ¹⁵⁶. *Les Protectorats du Maghreb...*, *passim* ; sur Rodes, p. 61-64, 159, 213-214, 223 et *FRUS*, 1950 vol. V, p. 1548-1549, et 1952-1954 vol. XI, part 1, p. 226.
- ¹⁵⁷. Compte rendu, *B Amérique...* vol. 125, relations avec la France. Afrique noire française et Madagascar, octobre 1945- novembre 1951, MAE, et *Les Protectorats du Maghreb...*, p. 68-71 et 63-64.
- ¹⁵⁸. Correspondance de décembre 1947-janvier 1948 de tous les fonds économiques.

- ¹⁵⁹. Lettre d'Offroy n° 96, Milan, 17 juillet 1951, *Europe 1949...*, vol. 70, Congrès internationaux syndicaux, juillet 1950-août 1955, MAE.
- ¹⁶⁰. Voir tous les fonds économiques et atlantiques des années 1949-1955, notamment *B Amérique...* vol. 118 à 120, 164 à 166 ; *A 22 5 1951-1954 (ERP)* ; *Europe 1949...* vol. 17 à 20, vol. 21 à 31, vol. 87, Conférence de Londres, mai 1950, vol. 88, Conférence de New-York, août-novembre 1950 ; *Papiers d'agents*, Correspondance particulière d'Henri Bonnet, 1948-1953, etc., MAE, et les *FRUS* des années concernées.
- ¹⁶¹. Voir "Plan Marshall et commerce Est-Ouest...", *op. cit.*
- ¹⁶². Interview, "Les paysans du Disneyland", Antenne 2, lundi 8 juin 1992, 22 heures 30-23 heures 30.
- ¹⁶³. Kristin Thompson, *Exporting entertainment : America in the world film market, 1907-1934*, Londres, 1985, p. 121-122, et mise au point bibliographique, Thomas G. Paterson, "Defining and doing...", *art. cit.*, p. 596-597.
- ¹⁶⁴. Note *confidentielle*, "résultat des conversations de M. Alphand à Washington", Paris, 26 août 1945, *B-12-6*, rapports économiques franco-américains, décembre 1944-avril 1946, MAE.
- ¹⁶⁵. "Les origines de la légende noire des accords Blum-Byrnes", *RHMC*, n° 33, avril-juin 1986, p. 314-329.
- ¹⁶⁶. Manuscrit rédigé à la première personne, d'origine non précisée, mais évidemment de Blum lui-même, *A. 194. 5*, Accords Blum-Byrnes, de 1946 à 1950, MAE.
- ¹⁶⁷. "Négociations franco-américaines relatives à l'importation de films américains en France", 3 mars 1946, *ibid.*
- ¹⁶⁸. "Projet de note aux postes (*sic*)", sd, classé en juillet 1946, *ibid.*
- ¹⁶⁹. Note pour le Président, 22 juillet 1946, *ibid.* Sur le cinéma, voir Jacques Thibau, *La France colonisée*, Paris, 1980, p. 69 sq., Patricia Hubert-Lacombe, "Le cinéma américain débarque en France", *L'histoire*, n° 46, 1982, p. 96-97 et A. Lacroix-Riz, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes...", *art. cit.*, p. 442-445.
- ¹⁷⁰. *Allemagne...* vol. 99, 100, 103, 104, Instruction publique et vie culturelle, avril 1945-février 1947 et avril 1948-juin 1949, et *B Amérique...* vol. 178 et 179, occupation de l'Allemagne, août 1948-juin 1949, MAE.
- ¹⁷¹. Lettre du chargé d'affaires Dorget n° 974, Moscou, 22 septembre 1948, *URSS...* vol. 46, relations avec les Anglo-Saxons, mai-novembre 1948, MAE.
- ¹⁷². Lettre de Bonnet n° 2339, Washington, 23 octobre 1948, *ibid.*
- ¹⁷³. Voir notamment Pierre Mélandri, *L'Alliance atlantique...* et *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe...*, *op. cit.*, *passim*.
- ¹⁷⁴. Imprimerie Nationale, 5 vol. 1947 à 1959, BDIC. Nous les avons utilisés dans un travail sur la collaboration économique : "Les effets de la défaite de 1940 sur les élites économiques françaises...", *op. cit.*
- ¹⁷⁵. Lettre de Charbonnière du 16 octobre 1951, *B Amérique...*, vol. 199, relations avec la Scandinavie, octobre 1944-décembre 1951, MAE, et voir *L'économie suédoise...*, *op. cit.*, p. 281.
- ¹⁷⁶. James Miller, "Taking off the gloves : the US and the Italian elections of 1948", *Diplomatic History*, n° 7, hiver 1983, p. 35-55, *The US and Italy 1940-1950, the politics and diplomacy of stabilization*, Chapel Hill, 1986.
- ¹⁷⁷. *Europe 1949...* vol. 70 et *B Amérique...* vol. 267 donnent des exemples stupéfiants de l'audace américaine. Pour une mise au point récente des travaux sur la Grèce syndicale depuis la guerre, voir aussi Peter Weiler, *British Labour...*, *op. cit.*
- ¹⁷⁸. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 164-165 ; A. Lacroix-Riz, "Autour d'Irving Brown...", *art. cit.*, p. 116-117, *Les Protectorats du Maghreb...*, *op. cit.*, *passim*.
- ¹⁷⁹. Sur les rapports de forces syndicaux internes, Frank Emspak, "The break-up of the Congress of Industrial Organizations (CIO), 1945-1950", PhD, Université du Wisconsin, 1972 (dactyl.) (malheureusement mal informé, faute d'accès aux archives, sur les liens réels entre État et chefs du CIO), et surtout les fonds du MAE relatifs au syndicalisme américain entre 1944 et 1952, *B Amérique...* vol. 265 à 268.
- ¹⁸⁰. *Imperialism at Bay : the United States, Britain and the decolonization of the British Empire*, Oxford, 1977, *The British Empire in the Middle East : Arab Nationalism, the US and postwar Imperialism*, Oxford, 1984.
- ¹⁸¹. *Allies of a kind : the United States, Britain and the war against Japan, 1941-1945*, Oxford, 1978.
- ¹⁸². *America, Scandinavia and the Cold War 1945-1949*, New York, 1980, p. 153 et 158, et *passim*.
- ¹⁸³. *L'influence américaine...*, *op. cit.*, *passim*.
- ¹⁸⁴. Lettre du 29 janvier 1952 à Bonnet, *B Amérique...* vol. 268, MAE. Sur J.-P. David, voir aussi I. Wall, *op. cit.*, p. 218-219 notamment.
- ¹⁸⁵. *Les Protectorats du Maghreb...*, *passim*.
- ¹⁸⁶. F7 vol. 14886, 14888, 14889, 14897 et 14900, AN.
- ¹⁸⁷. Lettre du 29 janvier 1952 à Bonnet, *B Amérique...* vol. 268.

¹⁸⁸. Claude Angeli et Paul Gillet, *La police dans la politique, 1944-1954*, Paris, 1967 et Frédéric Couderc, *Les RG sous l'occupation : quand la police française traquait les résistants*, Paris, Olivier Orban, 1992.